

ESPRIT-CRITIQUE-REVOLUTIONNAIRE



Revue #1

Recueil de textes et d'articles

2009-2010

Collectif Pensée-Critique

Présentation du collectif :

Pensée-Critique est un groupe de réflexion sur la situation des sociétés capitalistes contemporaines, ainsi que sur la question du changement social et révolutionnaire. Nos thématiques de recherche portent sur la critique du capitalisme, de l'économisme, du productivisme, du travail, de la consommation, des logiques modernes de contrôle et de management social, de l'idéologie et de la culture dominante. Nos influences théoriques s'étendent des courants marxistes les plus classiques (Marxisme, Léninisme, Trotskisme), à ses formes les plus hétérodoxes, (Ecole de Frankfort, Socialisme ou Barbarie, Internationale Situationniste), ainsi qu'aux courants anarchistes socialistes (Proudhon, Bakounine, Malatesta), et aux courants intellectuels critiques comme le structuralisme et le post structuralisme.

Notre but est de faire circuler de la matière intellectuelle afin d'alimenter la réflexion critique que nous pouvons avoir sur les sociétés capitalistes, et par ce moyen de contribuer à la construction d'une force d'opposition qui soit à la mesure de la situation présente.

Nous ne sommes pas un parti politique, gouverner n'est pas notre but. Ceci ne nous empêche cependant pas de prendre position sur un certain nombre de faits d'actualité, en y apportant des outils théoriques permettant une compréhension au-delà de l'analyse que peuvent en faire les médias et de la simplification récurrente des discours publics d'opposition.

Nous disposons par ailleurs d'un site et d'une adresse mail dans le cas où vous souhaiteriez nous faire parvenir certains textes, ou si vous désirez dialoguer de manière plus approfondie avec nous.

Site : <http://www.blogg.org/blog-43996.html>

Mail : collectif-pensee-critique@hotmail.fr

Présentation de la revue

Ce premier numéro de la revue Esprit-Critique-Révolutionnaire est un recueil de textes et d'articles rédigés par le collectif Pensée-Critique entre 2009 et 2010.

Nous avons volontairement sélectionné un ensemble d'écrits abordant des thèmes très variés (travail, environnement, technologie, économie, mouvements sociaux, politique, médias) afin de rendre compte de la diversité des problématiques sur lesquelles nous avons pu travailler, ainsi que de la diversité de nos réflexions. Certains articles sont plus analytiques et se situent dans le champ des disciplines universitaires, tandis que d'autres prennent un caractère plus politique. Nous introduisons volontairement des concepts issus de la philosophie et des sciences sociales afin de familiariser nos lecteurs avec ce vocabulaire au prime abord difficile d'accès, et de préparer les plus curieux et motivés à lecture de ces œuvres.

La plupart des articles présentés dans ce numéro ont été publiés durant les années passées, cependant, nous y avons parfois apportés quelque modification, du fait qu'il s'agissait pour certains de communications avec différentes personnes ou groupes militants, ou, dans d'autres cas, du fait de l'avancée de nos travaux depuis leur rédaction.

Nous vous souhaitons une bonne lecture !

Collectif Pensée-Critique

Sommaire

Travail et exploitation	p 4
Des problèmes sémantiques que supposent sur le plan politique les concepts d'écologie et d'environnement	p 7
Sur la question de l'Environnement	p 8
Critique de la critique du progrès technologique formulée par les mouvements anarchistes décroissants	P 16
Introduction à une réflexion sur l'économie en tant que rapport social	p 19
Nature Humaine, Capitalisme et Etat répressif	p 23
Le problème de l'Homme Machine comme représentation mutilée de l'être	p 24
Civilisation et destructivité	p 25
Réflexions sur les définitions du concept de société	p 29
Les médias et les limites de l'analyse journalistique	p 31
Quelques réflexions sur le mouvement social d'octobre 2010	p 34
Quelques éléments de compréhension sur le phénomène de la vidéosurveillance et le totalitarisme	p 35
Retour sur les élections régionales de Mars 2010	p 37
Retour sur les élections européennes de Juin 2009	p 40
L'extrême gauche détruit-elle l'Université ?	p 44

Sur la réduction du Travail

Selon les dires de certains, seulement 5 à 50% du travail réalisé dans les sociétés technologiquement avancées est nécessaire à garantir l'existence humaine. Il n'est pas question d'entrer ici dans le débat absurde de la quantification du travail socialement inutile. Le degré d'utilité du travail dépend avant tout des finalités sociales dominantes au sein de groupements humains organisés.

Ce qui est néanmoins certain, d'un point de vue écologique, c'est que l'activité industrielle des sociétés technologiquement avancées a depuis longtemps dépassé les limites des capacités de production de la planète, et que cette suractivité provoque des dégâts considérables au niveau de la biodiversité. La réduction des activités humaines d'intervention sur la matière relève de la nécessité. Il est néanmoins difficile de quantifier, à partir de bilans écologiques généralement contradictoires, jusqu'à quel point il est nécessaire de faire décroître ces activités de production matérielle.

Mais la question de la diminution des activités humaines ne se pose pas uniquement sur le plan écologique. Cette intensité de l'activité productive, pas seulement matérielle, pose problème d'une part au regard de la manière dont elle est aménagée socialement, mais aussi vis-à-vis de ses conséquences sur l'organisme.

Organisation de la rareté de l'offre de travail et domination capitaliste

Depuis ses débuts, le capitalisme s'est organisé et a prospéré sur une logique de rareté de l'offre par rapport à la demande. Ceci est également vrai à propos de la question du travail. La répartition du temps de travail répond à une double logique de mise sous pression : d'une part au niveau de la main d'œuvre salariée, qui se trouve contrainte à l'exploitation, dans la mesure où elle peut très bien être remplacée par une main d'œuvre non employée plus docile, d'autre part, la condition de demandeur d'emploi pousse à l'acceptation de n'importe quelle tâche, à un prix généralement inférieur au travail effectué. Cette logique de la rareté de l'offre met en œuvre une logique de guerre de tous contre tous pour l'accès à la société d'exploitation. Le report de l'âge de départ à la retraite participe également de ce processus dans la mesure où il ne libère pas de postes pour les demandeurs d'emploi, et reporte leur entrée dans la sphère du travail, mais aussi leur propre âge de départ à la retraite.

Progrès technique et Quasi-Abolition du travail

L'évolution des forces productives, notamment le développement de l'automatisation, devaient selon la théorie Marxienne conduire à l'effondrement de la nécessité de travail et à la diminution du taux de profit. C'est-à-dire qu'elle devait entraîner la fin du capitalisme et laisser place à un autre type d'organisation sociale basée sur l'abondance et le partage équitable. Pour Lénine, le déclin du capitalisme devait se manifester par le développement et l'intensification des guerres inter-impérialistes. Cependant, la réponse apportée, entre autre, par les Roosevelt, Schumpeter et Keynes à l'effondrement probable du capitalisme fut toute autres. On la nomma New Deal. Cette nouvelle donne consista dans une logique de destruction/reconstruction, d'amorçage financier et d'extension quasi illimitée des marchés.

Stratégies capitalistes face à la diminution du temps de travail

La stratégie capitaliste qui accompagne celle de l'extension des marchés sur le plan technique consiste, quand ceux-ci arrivent à saturation, c'est-à-dire quand la majorité de la population est équipée, à jouer sur l'obsolescence programmée, et l'incompatibilité des interfaces. L'obsolescence programmée consiste en ce que dans un bien produit, une ou plusieurs composantes sont volontairement de moins bonne qualité, afin que le produit soit plus rapidement hors d'usage, généralement quelques temps après la garantie. L'incompatibilité des interfaces consiste quant à elle à produire des interfaces qui ne seront compatibles qu'avec un modèle unique, ce qui implique que le renouvellement d'un bien nécessite simultanément de renouveler toutes les interfaces permettant de le faire fonctionner. Tout ceci implique à la fois un immense gaspillage de matière, mais aussi, pour la population, des frais supplémentaires liés à ce besoin de renouvellement constant. L'autre grande restructuration des sociétés productivistes technologiquement avancées, fut le développement massif du secteur tertiaire, c'est-à-dire des activités d'administration, et de services durant la période d'après guerre. Il est possible, parmi ces activités de services, de distinguer les services socialement utiles de manière générale, ceux qui ne sont utiles socialement que dans la mesure où il compensent les effets destructeurs du capitalisme, et les services socialement inutiles, qui ne servent qu'à distraire et défouler une population en compensation de la frustration souvent engendrée par l'activité salariée.

Les problèmes du travail « immatériel »

On parle bien souvent de la pénibilité et des effets destructeurs du travail physique, mais on parle peu de certains problèmes existants au sein du travail dit « immatériel ». Le problème des salariés exerçant dans le domaine de l'immatériel réside dans la difficulté de prise en compte des heures de travail. Ainsi, il arrive fréquemment que ces personnes soient employées officiellement pour 35 heures hebdomadaires, tandis qu'ils en travaillent 50 à 70. Relativement bien rémunérés, un bon nombre de ces salariés ne revendiquent pas un salaire évalué sur 35 heures, mais une diminution du temps de travail. De plus, ces salariés sont généralement soumis à des contraintes temps qui génèrent stress, dépression et maladies chroniques, et poussent parfois, du fait de l'exigence qui est imposée en matière de rendement, à l'alcoolisme et à la prise de drogue.

Perte de sens de la solidarité dans la société du travail

Le déclin de la solidarité dans les sociétés occidentales est lié à la désymbolisation, ou perte de réciprocité. La solidarité ne s'exerce plus directement entre les hommes, mais s'éloigne dans des canaux techniques et institutionnels, des abstractions déshumanisées dans lesquelles nous oublions son sens réel. Nous avons affaire à des formulaires, des administrateurs, à un discours dépersonnalisé, rigide, autoritaire et contraignant, et non à des êtres humains, des pairs, des êtres sensibles. Atomisés et éduqués à l'individualisme, nous ne percevons plus ce que peut être la vie des autres, en l'occurrence, des personnes âgées, malades, handicapées, ou sans emploi. Nous ne développons plus alors une solidarité qui serait le produit d'une relation d'empathie, qui s'inscrirait dans les affections, dans les corps. C'est pourtant avec cette base de solidarité qu'il nous faut renouer afin de rompre avec l'indifférence généralisée et pouvoir nous libérer de l'emprise de la domination capitaliste.

Alourdissement de la réciprocité dans la société du travail

Le discours sur la solidarité n'est employé qu'à titre instrumental par ceux qui régissent ou prétendent régir ce système. Il s'inscrit dans une logique de croissance illimitée

des activités humaines salariées, et d'assujettissement à l'impératif idéologique de rendement qui consiste à justifier davantage l'exploitation au nom d'une nécessité sociale ou systémique. Ce discours n'est vrai que dans la mesure où l'on accepte le système capitaliste, productiviste, sa structuration et les contraintes qui en découlent, dans la mesure où l'on ne remet pas en cause la logique de circulation et de concentration du capital dans les mains de quelques uns, que l'on accepte le vol organisé et légitimé, que l'on accepte de vivre dans une société d'abondance en biens de luxes et dont le prix est le surtravail, que l'on accepte pour cela la paupérisation généralisée des pays en voie de (sous-)développement, et la nécessité du système de défense policier et militaire afin de garantir l'ordre établi, etc. Le discours sur la solidarité dans une configuration systémique (faussement) inébranlable est employé par la droite afin de disposer la population au « principe de rendement », de ne jamais remettre en question la logique capitaliste et de garantir la domination de classe. La contradiction de ce discours reste que ceux qui disposent de plus de moyens financiers sont nettement moins mobilisés en matière de solidarité que le reste de la population. Cette population capricieuse qui fait peser menace de délocalisation est pourtant la même qui invoque sans vergogne les valeurs de la République pour demander aux ménages disposant de revenus médians de se sacrifier, organisant par là les conflits entre pauvres et moins pauvres. La première étape dans l'allègement de la charge de solidarité consiste ainsi à se défaire de la domination capitaliste. Pour autant, cette démarche nécessaire n'est pas suffisante. Quand bien même on résoudrait le problème de la concentration du capital, il n'en resterait pas moins qu'au niveau environnemental, comme au niveau social, la réalisation d'une existence plus sûre et plus heureuse passe par une diminution radicale des activités humaines. Le problème de la transition environnementale est qu'il est possible de maintenir (plus ou moins) en état la structure du salariat et du temps de travail par le surdéveloppement des activités « immatérielles », ce qui implique que si les activités de production matérielles diminuaient, la part de l'existence consacrée au travail ne diminuerait pas pour autant. On passerait ainsi du productivisme total au productivisme immatériel, ce qui voudrait dire moins de biens de confort et de luxe mais pas plus de temps libre. Ce serait une dégradation conséquente de la qualité de l'existence, sans aucune compensation. La nouvelle solidarité implique par conséquent une logique qui inclut de manière indissociable la diminution globale, la répartition équitable du temps et des revenus du travail.

La question du temps libre

L'obtention de plus de temps libre ne conduit pas nécessairement à l'inactivité et à l'oisiveté, aux loisirs et à la consommation de masse. Ce temps est certes la proie des marchands et arnaqueurs en tout genre qui désirent s'enrichir par le divertissement. Mais il ne faut pas pour autant renoncer au temps libre. Dire que la colonisation capitaliste du temps libre contribue à la pacification de masse est une chose, mais dire qu'il ne sert à rien de dégager du temps libre par la réduction du temps de travail en est une autre. L'usage du temps libre dépend de la formation sociale et culturelle dans lequel il prend forme. Ainsi, il peut très bien être employé à l'autoformation, à la connaissance approfondie du monde physique, social et politique, et servir à agir sur celui-ci.

Il peut être le moteur d'une transformation socioculturelle sans précédent.

Des problèmes sémantiques que supposent sur le plan politique les concepts d'écologie et d'environnement

La notion même d'environnement suppose de manière immédiate une séparation entre l'humain et le non-humain. Il y a d'un côté l'Homme et de l'autre une quantité de choses qui l'entoure, une totalité que l'on nomme au choix Nature, environnement, écosystème, biosphère, etc. Cet univers du non humain, du fait de son caractère d'extériorité, peut alors être perçu par l'Homme comme une entité hostile, échappant potentiellement à sa volonté, comme un Ennemi, un danger dont il faudrait se prémunir. La notion d'écologie sous-tend sur le plan sémantique comme politique cette même logique de séparation. Issu des termes grecs *Oikos*, qui signifie maison, habitat, logis, et de *Logos*, qui signifie « discours sur », le terme d'écologie signifie littéralement « discours sur la maison ». Il rejoint celui d'environnement dans la mesure où il pose à travers le terme *Oikos* un principe de réification de toute forme de vie extérieure au sujet. Dans les sociétés technoscientifiques et gestionnaires, l'homme ne reconnaît plus la nature comme un partenaire interactif avec lequel il compose de manière indissociable son existence. Il reconnaît celle-ci comme un autre, qui prend l'apparence technicienne d'un ensemble mécanique potentiellement générateur de risques, et donc potentiellement nuisible pour sa vie propre. Il devient ainsi nécessaire dans cette logique de le maîtriser, de le dompter. Le non-humain devient alors un objet privilégié du contrôle et de la gestion politique. De plus, les champs de recherches illimités de la science impliquent, dans la logique interventionniste fondamentale de la modernité, une extension illimitée de la technique et une tendance au contrôle total du vivant. A cela s'ajoute le fait que sitôt que l'on commence à s'embarquer dans cette démarche de dissociation et de recentrement, on entre dans une logique de reconnaissance identitaire de plus en plus restrictive. On commence par se dissocier de la Nature, puis on opère et produit toute une série de distinctions, de hiérarchisation idéologiques et empiriques entre les hommes. Le processus de réification et la volonté de domination de la Nature s'étendent alors aux différents groupes humains. L'homme devient lui-même, à son tour l'objet du contrôle technoscientifique. Dans une certaine mesure, le discours qui se développe sur la biodiversité vient contrebalancer cette tendance à l'anthropocentrisme. L'humain n'est plus envisagé comme une entité dissociée, mais comme partie prenante d'un système d'interactions bien plus vaste, où sa vie est, de manière immédiate ou médiatisée, connectée avec celles d'autres formes de vie. La finalité de cette démarche de reconnexion ne peut ainsi être le contrôle, la domination de l'Humain, d'un groupe restreint, sur le reste du vivant, ni la guerre permanente contre un quelconque Ennemi. Elle implique nécessairement une démarche de coopération, ainsi que la recherche d'un équilibre, d'une réciprocité. Bien entendu, il serait simpliste de dire que ce discours puisse à lui seul prémunir des dangers et des comportements destructeurs de la domination humaine. Ce discours comporte également des potentialités dangereuses dans la mesure où il peut être inséré dans une idéologie libérale fascistoïde de la sélection naturelle qui justifierait l'élimination volontaire de certains groupes humains ou d'autres espèces animales ou végétales.

Sur la question de l'Environnement et ses conséquences politiques, économiques, techniques, sociales et psychologiques

« Le paradoxe présent de l'écologie, c'est que sous prétexte de sauver la terre, elle ne sauve que le fondement de ce qui en a fait cet astre désolé »

*L'insurrection qui vient, **Comité Invisible**
(sixième cercle « l'environnement est un défi industriel »)*

Introduction

La question fondamentale de l'écologie n'a jamais été la sauvegarde de la Terre, de la Nature, de la Vie en tant que telle. La planète possède la capacité de se régénérer, de s'autoréguler, de produire de la vie. Elle n'a pas besoin de l'humanité ni des autres espèces pour exister. Si la question de l'écologie se pose aujourd'hui, ce n'est que dans la mesure où le développement des activités humaines tend vers l'anéantissement d'un certain nombre d'espèces. Cependant, en dehors d'une poignée d'écologistes radicaux affectés par le sort animal et végétal [1], l'écologie politique ne se soucie de la sauvegarde des autres espèces que dans la mesure où leur existence constitue la condition de survie de l'espèce humaine. Ce dont il s'agit alors, c'est de sauver une catégorie abstraite qu'est l'Humanité. Abstraite parce que dans ce cadre réflexif, l'Humanité est considérée comme une catégorie homogène, indifférenciée. Cette réduction de l'Humain à sa simple dimension mécanique et fonctionnelle est la pirouette héritée de la pensée occidentale, du christianisme au scientisme, qui permet d'isoler les corps et d'envisager la transposition de l'être dans n'importe quelles conditions d'existences, sans lui faire subir de dégât. L'interprétation politique de la théorie de l'évolution darwinienne est une catastrophe envisagée sur le plan humain, dans la mesure où elle fait de l'homme une entité passive, qui évolue dans un milieu sans jamais chercher à interférer sur son monde. A vrai dire, toute évolution des conditions d'existence d'un groupe d'hommes est une destruction de sa forme de vie antérieure, une décomposition de certains de ses rapports. Il est néanmoins nécessaire de distinguer l'évolution volontaire et désirée d'une évolution subie et imposée, notamment en ce qui concerne le plan politique. L'évolution volontaire se pose sur le plan éthique, elle est la détermination d'un groupe à se diriger vers des formes de vie plus en phase avec ses besoins. L'évolution imposée se constitue soit sur le plan matériel, dans le rapport avec la matière, ses nécessités, ses potentialités, soit sur le plan de la domination politique, et dans ce cas sur le plan moral, c'est-à-dire sur le plan du traitement des corps, abstrait des conditions économiques, sociales, culturelles, psychologiques. La gestion politique de l'environnement tend ainsi aujourd'hui vers un traitement des populations qui implique la possibilité de les abstraire de leur dimension éthique afin de les soumettre à une nouvelle moralité et à un mode de vie contraignant, au nom de prétendues nécessités matérielles, bien qu'il s'agisse, dans le cadre de l'écologie capitaliste, de préserver les intérêts des classes dominantes [2].

I Productivisme et Environnement

Les problèmes fondamentaux de la question écologique sont : le changement climatique, la pollution de l'eau, de l'air, des sols, ainsi que la diminution des ressources énergétiques. Les conséquences de ces problèmes sont la manière dont ils affectent les corps, entraînent leur décomposition. Bien évidemment, pour l'écologie politique, la question est en réalité inversée. Fondamentalement c'est cette décomposition des corps qui est la véritable

source des problématiques environnementales, et donc la cause de son existence. Tous ces problèmes ont en commun qu'ils prennent leur source dans l'activité industrielle de production intensive, modèle développé et diffusé par les sociétés Nord Occidentales. La question de l'environnement est indissociable des autres problèmes liés à la société industrielle, et se situe au cœur de la problématique du capitalisme, et de manière plus globale du productivisme [3].

Il n'est à notre avis pas nécessaire de faire un exposé approfondi sur le rapport entre capitalisme et environnement, tant les recherches abondent à ce sujet [4]. Nous tenons simplement à rappeler que la dynamique fondamentale du capitalisme, l'accroissement constant du taux de profit, impose la production et la consommation de masse, et par conséquent la consommation immodérée (le pillage, le gaspillage, la destruction) des ressources naturelles [5]. Cette dynamique de « destruction créatrice », dont on doit la parenté terminologique à ce cher Schumpeter, ne peut conserver sa dimension productive que dans la mesure où la nature peut encore se régénérer. Dans l'éthique capitaliste, cela signifie que cette dynamique ne reste productive que dans la mesure où il est encore possible de puiser les ressources nécessaires pour pérenniser la création de la valeur, de la marchandise. La question écologique suppose une autre éthique que celle qui est à la base du capitalisme. Elle en appelle selon nous à un besoin urgent de « communisme ».

On pourrait nous rétorquer que le communisme est également un système qui tend vers la consommation immodérée des ressources, qui pollue à outrance, et contribue au réchauffement climatique. Cependant, l'exemple historique du Socialisme Russe [6] ne permet pas selon nous de statuer sur ce propos, et ce pour la raison que la situation de coexistence pacifique, de course au progrès, de concurrence Est/Ouest, ressemble davantage à une situation de type capitaliste que communiste. Pour notre part, nous estimons que si le capitalisme, du fait de sa dynamique fondamentale ne peut être que productiviste, *a contrario*, la question du communisme est ambivalente [7]. Le communisme envisagé exclusivement au niveau socioéconomique peut tendre vers le productiviste, tandis que considéré dans une configuration sociale et écologique, il est possible d'envisager une limitation de la production matérielle à sa stricte nécessité sociale, et ce dans une configuration plus égalitaire.

Ainsi, si le capitalisme est indissociable du productivisme, il n'en va pas de même pour le communisme. Le communisme véritable implique en effet, dans la théorie Marxienne, une capacité des sociétés humaines à prendre en compte les limites de leur milieu, afin de se développer dans une configuration de préservation mutuelle. Cependant, la possibilité de réalisation du communisme, au sens où Marx l'entendait, ne se limite pas à l'égalité socio-économique et la préservation environnementale. Il implique l'autonomie des hommes ainsi que la sortie du travail aliéné, la diminution du « règne de la nécessité ». Or le développement d'un gigantesque complexe technoscientifique que suppose aujourd'hui l'impératif environnemental risque fort de renforcer la nécessité du travail aliéné et de rendre impossible toute autonomie humaine [8].

II Progrès Technique et Environnement

Reconnaissance du risque et impératif technoscientifique :

Le problème actuel de la politique gestionnaire, de l'anarchisme [9] au fascisme, consiste en un consensus admis autour de la reconnaissance d'un risque systémique, dont l'unique réponse constitue un appel à l'accroissement du complexe technoscientifique [10]. Seul un nouveau progrès technique peut nous sauver de la catastrophe provoquée par le progrès technique. Le paradoxe se pose alors en vue du fait que le risque technoscientifique protège et rend nécessaire la dynamique du progrès, et sous-tend ainsi la nécessité d'une

organisation économique, sociale et culturelle qui puisse l'accueillir [11]. L'impératif du progrès présuppose donc l'absolutisation de la science et de la technologie ainsi qu'une organisation totalitaire de la société, une subordination des besoins humains aux nécessités du complexe technoscientifique.

Vers l'établissement d'une nouvelle Technocratie

S'ils n'ont pas de hauts revenus et ne possèdent pas de moyens de production, les scientifiques et les techniciens prennent une importance sociale de plus en plus déterminante dans le cadre de la problématique environnementale. Qu'ils travaillent pour le compte des industriels, de l'Etat, du parti, d'associations militantes, ou à leur compte, les techniciens et scientifiques deviennent de plus en plus incontournables. Si l'idéologie ne disparaît pas pour autant, comme on a pu le croire il y a quelques décennies, sa base discursive s'est profondément modifiée. Le discours idéologique se justifie et s'énonce aujourd'hui sur le plan technoscientifique et tout discours qui ne comprend pas cette dimension est immédiatement invalidé. Le degré de technoscientificité est ainsi devenu l'échelon de la valeur de tout discours politique [12]. Scientifiques et techniciens jouissent d'une reconnaissance symbolique indéniable dans la société (qui peut s'accompagner de gratifications matérielles conséquentes) [13]. Ils deviennent un modèle social, culturel et idéologique désirable. Ils sont vecteurs de leurs propres systèmes de normes et valeurs qui sont celles de la science et de la technique, de l'organisation du complexe technoscientifique [14].

L'absolutisme technoscientifique et l'impossibilité de la démocratie

L'exercice du politique se constitue de plus en plus sur une base experte. L'information, le savoir, l'expertise y prennent une place de plus en plus importante. La démocratie ne peut plus exister qu'à l'état formel : il s'exerce toute une propagande en amont de la délibération pour la faire infléchir dans le sens que requiert la technoscience. La démocratie n'a définitivement plus pour fonction que de garantir auprès de la population une illusion de liberté qui masque cette domination experte [15]. La démocratie véritable dans le cadre d'une société technoscientifique supposerait d'une part une scientification du politique, comme il a été précédemment expliqué, et d'autre part une modification radicale de la pensée du citoyen. En effet, en fonction de la technicisation et de la scientification du discours politique, la réflexion citoyenne et militante doit pouvoir s'appuyer sur un savoir technoscientifique approfondi pour être reconnue comme valide. Ceci implique que pour saisir les enjeux du débat politique et délibérer en connaissance de cause, le citoyen doit nécessairement avoir suivi une formation scientifique approfondie, sans quoi cette délibération est arbitraire et sans valeur au regard des nécessités du système. Ainsi, traiter les problèmes écologiques de manière démocratique implique la nécessité de modifier la pensée collective, la culture, en fonction des impératifs de la technoscience, par conséquent de conformer la pensée, l'imaginaire, les affections de chaque citoyen à l'univers technoscientifique. D'une part, ce projet de démocratie prend des airs de totalitarisme, d'autre part, il est irréalisable. En effet, se tenir informé du développement et des avancées des recherches demande beaucoup de temps, ce qui entraîne une colonisation du temps libre par la technoscience, de plus, la délibération démocratique, qui implique une connaissance du monde assez large, est incompatible avec un système fortement spécialisé et fragmenté [16]. Ce qui signifie que soit nous nous soumettons à la domination effective des experts, soit à une domination idéologique et culturelle qui entraîne l'ensemble de la société dans un univers clos se réduisant au monde technoscientifique.

La reconnaissance de risques systémiques est un appel à l'inflation illimitée du contrôle et de la répression

Le concept de risque en sciences est par définition une méthode d'évaluation scientifique qui a pour objet de définir les probabilités d'une catastrophe. Cette méthode contient de ce fait une finalité qui est la gestion, le contrôle, la maîtrise, et l'élimination des risques [17]. Dans le contexte des sociétés industrielles avancées, le risque n'est plus un élément exogène à la société, mais il prend sa source dans la société même [18]. Par conséquent, la gestion des risques environnementaux implique à la fois un contrôle des systèmes productifs, mais également, un contrôle disciplinaire des corps [19], c'est à dire à la fois une surveillance systémique des comportements, un conditionnement psychosocial, et le déploiement d'un ensemble de dispositifs techniques, juridiques et policiers de répression.

Hans Jonas proposait quant à lui d'établir une nouvelle éthique, basée sur le « principe de responsabilité », et qui pourrait se fonder sur une « heuristique de la peur » afin de soumettre le sujet à l'impératif environnemental [20]. Il va sans dire que le discours politique sur la responsabilité constitue une forme de culpabilisation qui contribue à affaiblir la volonté des sujets, les rendant ainsi plus vulnérables et manipulables. La récupération du discours responsabiliste par la droite, comme par les sociaux-libéraux, n'est qu'une manière hypocrite de masquer la responsabilité effective de ceux-là même qui, il y a quelques décennies, incitaient la population à la consommation de masse. Si le « principe de responsabilité » a donné lieu à un certain nombre de pratiques de répression écologique contre les industriels (tels que le principe de pollueur payeur), ou de moralisation contre la population, (discours sur le tri sélectif, l'eau à ne pas laisser couler, les lumières à éteindre), c'est un autre principe qui s'est institué au niveau juridique et légal : le « principe de précaution ». En apparence moins répressif et moralisateur que le « principe de responsabilité », nous soutenons tout de même que ce « principe de précaution » n'en est pas moins un nouveau dispositif dont peuvent potentiellement émerger un ensemble de pratiques répressives. En effet, si ce principe, constitué à la base pour favoriser une certaine réflexivité en ce qui concerne la prise en compte des effets pervers relatifs à l'application de nouvelles technologies, a été invoqué pour justifier un certain nombre de pratiques de désobéissance civile (par exemple les fauchages d'OGM), il peut très bien donner lieu à un ensemble de pratiques policières de types « préventives », à l'instar de celles employées dans le cadre de l'antiterrorisme, et contribuer à justifier l'extension de dispositifs de surveillance et de contrôle comportemental.

Si l'on récapitule attentivement les éléments constitutifs de ce projet, à savoir: usage de la science à des fins disciplinaires, contrôle des corps, surveillance généralisée, perfectionnement de la police, moralisation et instrumentalisation de la peur constituent les outils indispensables à l'émergence d'un nouveau type de fascisme au nom de nécessités environnementales.

Gestion technoscientifique de l'environnement et impératif de rendement

Ce qui se dessine, à droite comme à gauche, disons du FN au PCF, dans les perspectives de gestion technoscientifique de la question environnementale, n'est rien d'autre que le maintien d'une tendance spécifique inhérente à la civilisation occidentale : le principe de rendement [21]. La logique productiviste se transfère de la production illimitée de marchandises à la production illimitée de savoirs scientifiques, de recherches, de technologies, de contrôles, de réglementations juridiques et administratives. Le fait qu'il y ait décroissance ou non du système de production de marchandises n'empêche alors pas l'accroissement exigé de complexes technoscientifiques. S'il y a décroissance du système productif, alors l'effort

social sera concentré sur le développement plus rapide de ce complexe, tandis que si le système persiste et tente de développer de la marchandise verte [22], ce développement sera ralenti, mais il n'en demeurera pas moins que la quantité de travail exigée restera identique. Ce qui veut dire qu'à la répression capitaliste présente, la nécessité de « gagner sa vie », se surajoute une autre répression [23]: la nécessité de restreindre ses déplacements, sa consommation en eau, en énergies, en marchandises. Or la fuite dans la consommation matérielle et immatérielle constitue la seule source de plaisir tolérée par le capitalisme, la seule compensation concédée à une existence consacrée au labeur et l'administration de son existence. Ainsi, la répression environnementale pourrait très bien retirer le peu de joie compensatrice possible à l'intérieur du capitalisme et donner lieu à une situation potentiellement explosive. Il est par conséquent possible d'envisager que soit l'insatisfaction du désir provoque une exaltation des pulsions destructives, et par conséquent une situation de guerre totale qui entraîne la civilisation vers son anéantissement, ou bien l'entrée dans une ère de répression totale, d'affaiblissement de la volonté des sujets, de dictature fascisme, ou encore que le désir redevienne une puissance de subversion, générant un élan révolutionnaire qui puisse faire exploser l'ordre établi, cette dernière voie étant bien incertaine.

Conclusion

Dans cette analyse, nous avons soulevé le fait que les problèmes environnementaux étaient liés à la logique productiviste, c'est-à-dire à la croissance illimitée de la production par la voie de l'industrialisation, ainsi qu'à l'idéologie occidentale du progrès technologique. Si le capitalisme implique nécessairement une forme de productivisme, le socialisme, historiquement, ne doit cette logique qu'à l'état de retard en terme d'industrialisation qu'avait la Russie du début du XX^{ème} siècle, à la foi aveugle dans le progrès technique caractéristique des cultures occidentales de ce début de siècle, et à la situation de concurrence qui l'opposait aux sociétés capitalistes. Cette logique, qui est une aberration du point de vue de la théorie marxienne, permet donc d'envisager la possibilité de réalisation d'une société communiste qui ne soit pas productiviste et tienne compte des nécessités environnementales. Cependant, bien qu'ayant élaboré une réflexion sur le machinisme, Marx ne pouvait prévoir la nouvelle aliénation que suppose le déploiement sans limite d'un système technoscientifique, ainsi que l'impossibilité d'une démocratie et d'une autonomie dans la décision que suppose ce modèle, c'est-à-dire au final, l'impossibilité de l'autogestion dans ce cadre systémique, à moins que l'ensemble des membres de la société ne se résolve à ne consacrer son existence qu'à la technoscience, ce qui ne constitue en rien une libération. Là où il était possible d'entrevoir l'émancipation humaine vis-à-vis du « règne de la nécessité » se glisse progressivement, à chaque défaillance du système, un appel à l'accroissement du complexe technoscientifique, qui nous éloigne petit à petit de cette émancipation, et tend à nous maintenir dans un état d'asservissement. Pire encore, ce que présuppose la future gouvernance environnementale, qu'elle soit capitaliste ou socialiste, à travers la problématique du risque ainsi que le « principe de responsabilité », à savoir renforcement du contrôle systémique, de la discipline des corps, instrumentalisation de la peur et de la contrainte, n'est ni plus ni moins que le retour de l'autoritarisme et l'entrée de la civilisation dans une nouvelle ère, celle de du fascisme environnementaliste.

Ainsi, l'abandon de tout espoir vis-à-vis d'un système qui n'en comporte pas ne fait que nous détacher de son emprise, et nous permet ainsi d'entrevoir une autre porte de sortie. L'expérience de la précarité nous a démontré que nous n'avons pas besoin d'une abondance de marchandise pour vivre. Nous estimons qu'il n'y a pas non plus besoin d'un accroissement du complexe technoscientifique qui aurait pour but de trouver comment maintenir le même niveau de production, mais version verte. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, au-delà des

nécessités matérielles minimales, c'est de se réappropriier du temps, non exclusivement du temps consacré à l'oisiveté, mais du temps consacré à la politique, à l'amour, à l'amitié, au jeu, à l'art, à la compréhension du monde. Si ce projet semble de prime abord Utopique, nous soutenons que les projets pragmatiques proposés par les différents aspirants à la gouvernance ne constituent qu'un ensemble de supercheries garantissant le prolongement de la misère matérielle et existentielle caractéristique de l'existence capitaliste. Notre projet n'est pas gestionnaire et technocratique, nous ne prétendons pas participer à l'accompagnement de ce système en pleine nécrose. Seul un soulèvement révolutionnaire peut rendre possible une existence qui serait débarrassée du surtravail, de la sur-répression, et qui laisserait libre cours à la joie, au développement autonome de la personnalité et des potentialités de chacun.

Notes

[1] Nous entendons « affectés par le sort animal et végétal » comme une disposition éthique, c'est à dire une conception de l'être pris dans un ensemble de rapports dont il n'est objectivement et subjectivement pas dissociable, qui composent son monde, son existence, sa vie. Giorgio Agamben explique que les grecs avaient deux termes pour désigner la vie : « Zoé », qui désigne la vie abstraite, réduite à sa dimension mécanique, et qu'il désigne par le concept de « vie nue », et « Bios » qui est la vie entendue dans un ensemble de rapports qui la constitue, et qu'il désigne par « forme de vie ». Ainsi ce que nous entendons ici, c'est que cette affection est partie prenante d'une forme de vie, d'une existence indissociable des rapports matériels, symboliques et affectifs qui la compose, où l'être et son milieu ne peuvent exister indépendamment l'un de l'autre, mais forment une seule entité.

[2] On assiste en outre, du fait de la destruction progressive des milieux, à l'émergence de « réserves naturelles », à la constitution de la Nature en tant que « patrimoine », ainsi qu'en tant que marchandise. La Nature ainsi réifiée n'est désormais plus reconnue comme un autre avec lequel le sujet coexiste, mais comme un capital, une vulgaire chose à gérer.

[3] Voir Ulrich Beck, *la société du risque, sur la voie d'une autre modernité* et *la dynamique politique de la société mondiale du risque* (conférence), Hans Jonas, *le principe de responsabilité, une éthique pour la civilisation technologique*, ou encore les théoriciens de l'anarchisme primitif : Theodore Kaczynski, *manifeste unabomber, la société industrielle et son futur*, John Zerzan, *point de rupture et futur primitif*, bien qu'il faille émettre quelques réserves au sujet de ces deux derniers en ce qui concerne leur manque de rigueur au niveau de certaines analyses (à ce propos : Alain C. *John Zerzan et la confusion primitive*). Ces quatre auteurs, comme beaucoup d'autres, soutiennent chacun à leur manière, et avec des différences au niveau de l'interprétation et des perspectives d'action, ce propos soutenu dans le texte concernant le lien entre productivisme et environnement.

[4] Pour cela, il n'y a qu'à regarder les critiques sur l'écologie produites par la nouvelle gauche anticapitaliste et altermondialiste.

[5] Voir Herbert Marcuse, *Eros et Civilisation, L'Homme Unidimensionnel* et *Vers la Libération*

[6] Voir Herbert Marcuse, *Le Marxisme Soviétique, et Vers la Libération*

[7] Voir les écrits de Marx sur la question environnementale. Pour aller plus vite, Voir Michael Lowy, *Progrès destructif : Marx, Engels et l'écologie*, paru dans J. M. Harribey & Michael Löwy ed., « Capital contre nature », PUF, 2003.

[8] A ce propos, Jurgen Habermas explique dans *La Technique et la science comme « idéologie »* que : « Marx fait coïncider le jugement pratique d'une opinion publique qui est d'ordre politique avec une maîtrise technique efficace. Entre-temps nous avons appris que même une bureaucratie planificatrice fonctionnant bien (ainsi qu'un contrôle scientifique de la production des biens et des services) ne représente pas une condition suffisante pour que se réalise de manière harmonieuse l'ensemble des forces productives à la fois matérielles et intellectuelles dans la jouissance d'une société émancipée. Marx n'a en effet pas prévu qu'entre le contrôle scientifique exercé sur les conditions d'existence matérielles et la formation de la volonté démocratique, à tous les niveaux, il

pouvait naître un hiatus – c’est la raison philosophique pour laquelle les socialistes ne s’attendaient pas du tout à la possibilité d’un Etat autoritaire garantissant la prospérité, c’est-à-dire que le bien être d’une société soit relativement assuré au prix de la liberté politique. »

[9] Nous dissociions cependant l’anarchisme primitiviste des autres formes d’anarchisme. En effet, si l’anarchisme primitiviste reconnaît l’existence d’un risque systémique lié à l’activité industrielle et technoscientifique, il n’en appelle pas à un nouveau progrès, mais plutôt à l’éradication de tout progrès.

[10] « La technique pose des problèmes, entraîne des difficultés, et il faut plus de technique, toujours plus de technique pour les résoudre. Il y a bien autoaccroissement. » Jacques Ellul, *Le Système Technicien*

[11] « Pour diagnostiquer les menaces et lutter contre leurs causes, il faut souvent recourir à tout un arsenal d’instruments de mesure, d’expérimentation et d’argumentation scientifique. Il faut posséder des connaissances spécialisées poussées, une disposition et une capacité d’analyse non conventionnelle, ainsi que des installations techniques et des instruments de mesure globalement coûteux. » Ulrich Beck, *la société du risque, sur la voie d’une autre modernité*. Pour ce qui est de la question culturelle et de l’idéologie, voir : J.Ellul, *le système technicien*, H. Marcuse, *l’homme unidimensionnel*, J. Habermas, *la technique et la science comme idéologie*.

[12] « La scientification réflexive ouvre donc de nouvelles possibilités d’influence et d’action (...), permet à la pratique sociale de s’émanciper de la science par la science ; dans le même temps, elle immunise les idéologies et points de vue d’intérêts socialement institués contre les visées strictement scientifiques, et ouvre la voie à une féodalisation de la pratique scientifique instrumentalisée par les intérêts économique-politiques et la « puissance des nouvelles croyances » ; « On en arrive alors à une forme de scientification des protestations contre la science. C’est cette scientification qui distingue la critique du progrès et de la civilisation que nous connaissons aujourd’hui de celles des deux cent dernières années : les thèmes de la critique sont généralisés, la critique est – au moins potentiellement – scientifiquement fondée, et elle affronte désormais la science avec toutes les armes de la science. (...) on voit donc naître des formes de « contre-sciences » et de « science plaidoyer » qui ramènent toutes les « jongleries de la science » à d’autres principes, à d’autres intérêts – et parviennent ainsi à des résultats diamétralement opposés. (...) Les experts scientifiques adoptent de nouvelles formes d’activités orientées vers l’opinion publique (...). Un grand nombre de sciences se retrouvent exposées, dans les domaines où elles touchent à la pratique, à un « test de politisation » d’une ampleur sans précédent. » Ulrich Beck, *la société du risque, sur la voie d’une autre modernité*

[13] Voir Herbert Marcuse, *l’homme unidimensionnel*, préface

[14] « La technique exige de l’homme un certain nombre de valeurs : précision, exactitude, sérieux, réalisme, vertu du travail, et une certaine attitude de vie : modestie, dévouement, coopération, des jugements de valeur clairs : sérieux, efficace, utile. », « La technique est neutre, hors du champ de la morale, elle détruit la morale, et produit sa propre morale. », « Le discours moral qui s’y ajoute est une autre justification de celui qui se sait objectivement justifié au préalable. (...) Ce ne sont pas les valeurs qui nous autorisent à juger la technique, mais la technique qui est créative de valeurs. (...) C’est parce que la technique a supprimé l’esclavage et le servage que l’Homme a pensé et parlé de Liberté » Jacques Ellul, *Le Système Technicien*

[15] « La politique de type ancien était tenue de se déterminer par rapport à des buts pratiques, ne fut-ce qu’en raison de la forme de légitimation qui était celle de la domination : l’idée d’une « vie bonne » faisait l’objet d’interprétations qui étaient tournées vers des relations d’interaction. Cela est encore vrai également pour l’idéologie de la société bourgeoise. En revanche, la programmation du remplacement qui prévaut aujourd’hui ne concerne plus que le fonctionnement d’un système faisant l’objet d’un guidage. Elle évacue les problèmes d’ordre pratique et, avec elle par conséquent, la discussion concernant l’adoption de critères qui ne deviendraient accessibles qu’avec la formation démocratique d’une volonté politique. La solution des problèmes techniques échappe à la discussion publique. Des discussions publiques risqueraient en effet de mettre en question les conditions qui définissent le système au sein duquel les tâches incombant à l’action de l’Etat se présentent comme des tâches techniques. C’est pourquoi la nouvelle politique de l’interventionnisme étatique exige une dépolitisation de la grande masse de la population. Dans la même mesure où sont éliminés les problèmes d’ordre pratique, l’opinion publique perd sa fonction politique. » Jürgen Habermas, *la technique et la science comme idéologie*

[16] « Dans la mesure où le processus technique dépend de sa propre structure, la qualification de l’homme y est impérieuse. Il faut un Homme à la fois beaucoup plus compétent dans sa spécialité, et beaucoup moins apte à une

réflexion. Plus il y a de facteurs, plus il est aisé de les combiner, plus l'urgence dans chaque progrès est claire, plus le progrès est évident, mais il y a d'autonomie humaine. » Jacques Ellul, *Le Système Technicien*

[17] Marcuse parlait à ce propos dans *l'homme unidimensionnel* de « technologie de la domination », ce à quoi il opposait une « technologie nouvelle » qui émanerait d'une culture de la libération. Cette seconde se distingue de la première par le fait qu'elle ne considère plus la nature et les hommes comme des choses à gérer mais comme des partenaires. Jürgen Habermas conteste cette affirmation, dans *la technique et la science comme idéologie*, en séparant la « rationalité en finalité » de ce qu'il appelle la « rationalité communicationnelle », médiatisée par des valeurs, des symboles. Cependant, la démonstration d'Habermas nous paraît insuffisante pour statuer *a priori*, et dans le cadre d'une société sur-répressive, de l'impossibilité d'une technologie libératrice. Cette hypothèse posée par Marcuse il y a plus de 40 ans reste à vérifier dans le cadre de l'expérimentation pratique d'un mouvement qui serait animé par une réelle volonté émancipatrice.

[18] Voir Ulrich Beck, *la société du risque, sur la voie d'une autre modernité et la dynamique politique de la société mondiale du risque* (conférence)

[19] Voir les cours de Michel Foucault au collège de France sur le lien entre biopolitique et pouvoir disciplinaire, ainsi que *surveiller et punir* et *La Volonté de savoir*

[20] Hans Jonas, *le principe de responsabilité, une éthique pour la civilisation technologique*

[21] Voir : Herbert Marcuse, *Eros et Civilisation*. Herbert Marcuse explique dans cet ouvrage que le trait spécifique du principe de réalité dans la civilisation occidentale productiviste, trait que l'on peut retrouver tant dans la société soviétique, que dans la société capitaliste, est le principe de rendement. Si ce principe est inhérent à la logique capitaliste, l'accroissement constant du taux de profit, il ne s'applique au socialisme qu'en fonction de trois caractères : l'état de retard en terme d'industrialisation de la Russie du début du XX^{ème} siècle, sa conception du progrès imposée par le regard porté sur le développement du capitalisme occidental, et la situation de concurrence, imposé par la coexistence pacifique. Pour Marcuse, ce principe de rendement n'est pas une fatalité. Il considère en effet que les progrès techniques en terme d'automatisation permettent d'envisager une réduction générale du temps de travail et d'émanciper la société de la nécessité du travail aliéné. Cette réduction des activités humaines est également prise en compte par l'auteur dans le sens où celles-ci sont en train de détruire progressivement toute possibilité d'existence. Elle constitue ainsi une nécessité environnementale.

[22] « Marchandise verte », appellation « bio », ne sont bien évidemment que des termes ironiques qui masquent en fait la volonté de maintenir prioritairement un mode de vie spécifique jusqu'à ce qu'il soit impensable que celui-ci puisse encore être maintenu. Il s'agit de repousser de quelques années la catastrophe, dans l'intérêt, bien évidemment de la domination capitaliste.

[23] la sur-répression est la forme répressive issue de l'ordre social, de la domination de classe, qui se surajoute à la répression nécessaire des instincts. Herbert Marcuse distingue trois couples antagoniques dans le cadre de la civilisation industrielle : principe de réalité/principe de rendement, répression nécessaire/sur-répression, et sublimation/ désublimation répressive. La désublimation répressive constitue la manière dont la société de consommation détourne les instinct libidinaux, non vers des activités réalisatrices, permettant d'atteindre un stade supérieur de développement, mais vers des activités de satisfaction directe mais détournée des instincts, qui ont pour effet l'affaiblissement de la pulsion de vie, d'Eros, et par conséquent la suprématie de l'instinct de mort, Thanatos. Cet instinct de mort est sublimé en destructivité et est employé par le capitalisme à des fins productives dans le cadre de la concurrence, de la lutte pour l'existence, de la course au profit.

Critique de la critique du progrès technologique formulée par les mouvements anarchistes décroissants

Introduction : forces et faiblesses théoriques de l'anarchisme vert et techno-sceptique

On reconnaît bien dans les positions défendues par certains groupes anarchistes décroissants l'influence diffuse des courants « anarcho primitifs » ou « deep ecologists », en outre des positions tenues par des penseurs comme Illich, Ellul, Charbonneau ou encore Zerzan et Kaczynski, sur le plan de la pertinence de l'analyse empirique, qui relate avec brio comment la domination capitaliste utilise le progrès technique comme instrument de puissance et d'accumulation au détriment des travailleurs. Mais on peut également déceler les erreurs analytiques contenues dans la pensée diffuse de ces penseurs, qui proviennent d'une part d'un ensemble de présupposés affectifs hostiles à la technologie et nostalgiques d'une ère pré-industrielle idéalisée, d'autre part, et en conséquence, d'une analyse de type empiriciste et surtout positiviste qui ne distingue absolument pas le progrès technique de l'ensemble social et culturel dans lequel il prend forme.

Critique de la tendance à la romantisation de l'ère pré-technologique

La critique du progrès technique peut se scinder en trois axes distincts : la production de risques sur le plan social et écologique, l'instrumentalisation des avancées technoscientifiques par un régime de domination (capitaliste, autoritaire), le processus de désymbolisation et la perte d'authenticité.

Nous considérons comme recevables les deux premières critiques, cependant, elles ne vont pas nécessairement de pair. La troisième critique comporte quant à elle une ambiguïté profonde. La critique de la désymbolisation est celle qui explique que le développement des dispositifs technologiques, du fait qu'ils permettent d'intervenir à distance, affaiblissent les liens sociaux, notamment de solidarité, jadis présents dans les systèmes communautaires, dans la mesure où les relations entre les hommes, médiatisées par des systèmes non humains, ne sont plus perçues comme rapports sociaux, mais comme rapports à la machine. L'expérience immédiate de ce rapport à la machine provoque ainsi, en matière de perception, une mise à distance de l'autre, et contribue au développement de la culture individualiste. Elle est à distinguer de la critique romantique de la perte d'authenticité, qui présuppose quant à elle une idéalisation du passé qui laisse de côté les éléments concrets qui rendaient autrefois l'existence rude et insupportable. En effet, la beauté du travail de la terre masque mal l'arthrose, les sciatiques, les scolioses et les hernies discales de ceux qui la travaillent toute leur vie. Pour illustrer l'erreur de cette critique romantique, Marx répondait à Proudhon, dans *misère de la philosophie*, que « *Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel.* » et par conséquent l'exploitation salariale. Ainsi, l'ensemble des processus productifs, jusqu'à nos jours, (et on ne sait pour combien de temps encore) s'accompagnent de régimes de domination corollaires. La critique romantique est donc à manier avec précaution, c'est-à-dire qu'elle peut devenir révolutionnaire dans l'unique mesure où elle suppose une amélioration qualitative des conditions d'existence, et permet à la volonté, par la mobilisation de la mémoire sociohistorique, de s'arracher à l'enfermement dans une réalité immédiate, qui n'est autre que l'ordre établi, produit et gardé (idéologiquement, psychologiquement et physiquement) par une classe dominante organisée. Le problème ne réside par conséquent pas, à ce niveau, dans la fin de la société industrielle, mais dans une capacité humaine (sociale, culturelle, psychologique, biologique) de rupture avec cette logique de domination. Cette rupture

implique à la fois des conditions matérielles (par exemple, un mode de production organisé en vue d'en finir avec la rareté en ce qui concerne les besoins vitaux), et socioculturelles (par exemple, une disposition éthique et un mode de perception qui permettent de reconnaître l'autre (humain, animal, végétal) comme partenaire interactif, et non plus comme adversaire à détruire, cette disposition étant la condition première de toute forme de partage et de solidarité).

L'Automatisme : entre oppression et liberté

L'automatisation, la robotisation des tâches de travail sont des moyens permettant d'économiser de la force et de libérer du temps. Dans une société capitaliste structurée par une logique de course au profit, d'accumulation illimitée, de rendement effréné, le progrès technique prend la forme d'un accroissement sans limite. Le temps est ainsi colonisé par le capital, que ce soit par la multiplication et la diversification des activités humaines salariées, ou encore par le binôme indissociable de la production qu'est la consommation. Cependant, il ne s'agit pas là d'une conséquence directe du progrès technique, mais de la manière dont celui-ci est utilisé à rendre pérenne le système capitaliste. Il ne faut en effet pas oublier que si les capitalistes développent la technologie dans une certaine optique, dans une direction donnée, ils procèdent également à des blocages de certaines innovations, qui n'entreraient pas dans une logique de rentabilité. Par exemple, si, dans une société capitaliste, les progrès en matière d'automatisme étaient totalement appliqués, cela provoquerait une diminution du travail humain qui entraînerait un chômage de masse sans précédent ; ainsi, la population s'appauvrirait, et dans le même temps, les producteurs capitalistes ne trouveraient plus de marchés leur permettant d'écouler leur production. Le taux de profit diminuerait, on entrerait dans une période de crise, ainsi que de diminution de la production globale.

L'automatisation est, avec la stabilisation, voire la diminution sélective des secteurs productifs, la condition première de la diminution du temps de travail. Rappelons en effet que, contrairement aux utopies des abolitionnistes du travail se situant dans la lignée de Bob Black, Marx soutenait déjà que le travail constitue par essence une activité se situant dans le règne de la nécessité, de la contrainte, au sein duquel il ne peut y avoir de liberté. De plus, la perspective de passage du modèle patronal à l'auto-organisation à grande échelle suppose nécessairement l'aménagement d'un temps quotidien de concertation collective dans le cadre des débats relatifs à la prise de décision. Le temps laissé à la vie quotidienne étant tellement restreint que le passage à l'auto-organisation dans un ensemble social non automatisé relèverait de l'étouffement le plus oppressif qui soit. Par conséquent, il ne s'agit pas de lutter contre la mécanisation, l'automatisation, la robotisation, mais de discuter en détail des fins sociales relatives aux différentes innovations technologiques développées au sein des sociétés technologiquement avancées.

Le problème ne réside ainsi pas dans la suppression du travail humain, mais dans les conditions (inégalitaires) dans lesquelles celle-ci prend forme, c'est-à-dire dans la mise au ban d'une partie des travailleurs et dans la surexploitation de l'autre partie, qui organise de ce fait une rareté de l'offre de travail par rapport à la demande, et structure la lutte pour l'existence de tous contre tous.

Différents scénarios en ce qui concerne le devenir de la société industrielle

Le problème réel que pose aujourd'hui la société industrielle est bien moins son évolution que son potentiel effondrement au vu, d'une part, des dégâts climatiques et sanitaires qu'elle provoque, et d'autre part, du fait qu'elle soit essentiellement basée sur un ensemble de ressources énergétiques non renouvelables. Ainsi, plusieurs scénarios se

dessinent. Parmi ceux-ci, le premier est celui qui va jusqu'au bout du processus, épuise toutes les sources d'énergie disponibles, détruit tout un pan de la biodiversité dont nous faisons partie, et arrive à son propre blocage, son propre anéantissement. C'est le scénario des tendances productivistes, dont font partie le capitalisme et les régimes « communistes » orthodoxes. A partir de ce premier scénario se dessinent deux sous-tendances majeures : la concentration progressive du capital productif et l'appropriation des espaces sains par un ensemble de classes dominantes, et le confinement des populations précarisées dans des réserves déchargées, des espaces inhabitables, dévastés ; ou bien le retour en force des politiques nationalistes impérialistes, ou néocoloniales, avec nivellement interne de l'accès aux technologies et aux espaces sains. Le second scénario est celui de la décroissance totale préconisé par la « deep-ecology », qui consiste à tout arrêter avant qu'il ne soit trop tard, et à retourner à des modes de vie antérieurs, plus en phase avec la nature. Cette perspective relevant à certains abords du suicide social dans la mesure où l'évolution de nos systèmes immunitaires nous a progressivement, en quelques siècles, rendu de plus en plus vulnérables vis-à-vis de la nature. Nous ne pourrions, dans le laps de temps dont nous disposons, reconstituer un système immunitaire qui a évolué sur des échelles temporelles dépassant celles de la vie humaine. Enfin, l'alternative qui consiste à gagner du temps. Nous ne parlerons pas ici des hypothèses aberrantes de la croissance verte et du développement durable. Le développement durable était en effet une solution envisageable il y a 60 ans, mais qui n'est plus tenable aujourd'hui. Cette alternative de décroissance sélective se détache de celle de la « deep ecology » dans la mesure où elle implique le recentrement de l'industrie vers les activités productives socialement nécessaires et la diminution des activités industrielles socialement inutiles, c'est-à-dire l'arrêt de la production massive de biens de luxe (le luxe étant ici entendu comme l'échelon supérieur au confort). Elle implique aussi la fin de l'obsolescence programmée et la mise en place de la compatibilité universelle des interfaces. Quant à savoir si cette décroissance doit se poursuivre jusqu'à son terme, jusqu'à quel point, où si elle doit ensuite donner lieu à une période de stabilisation, il n'existe à ce jour pas de consensus en matière de réponse scientifique relative à cette question.

Introduction à une réflexion sur l'économie en tant que rapport social

Les économistes classiques et néoclassiques nous présentent l'économie comme un ensemble de lois naturelles, mécaniques, immuables et nécessaires. Il y a, dans cette manière d'aborder l'économie comme science objective, une tendance à occulter tout un ensemble de rapports sociaux, de présupposés idéologiques et culturels, en somme tout un ensemble de déterminations subjectives, qui ont tendance à faire disparaître la place des hommes derrière une abondance de chiffres, de statistiques et de lois abstraites, qui la présentent alors comme une réalité tangible, concrète, presque matérielle. Cette manière de présenter l'économie la fait apparaître comme une sorte de système non-humain, au sein duquel les hommes demeurent impuissants, soumis à leur condition de simples rouages d'une mégamachine incontrôlable. Nous pensons que tout ceci constitue une idéologie dangereuse dans la mesure ou elle dissimule tout un ensemble de rapports de domination qui ne sont jamais posés en tant que tels. Pour nous, l'économie n'est qu'un rapport social, un ensemble de relations entre les hommes.

Bien qu'elle se base sur un ensemble de facteurs matériels, comme le niveau de développement technique, son insertion dans l'espace, la disponibilité des ressources pour l'alimenter, etc., la forme sociale que prend un système économique dépend en grande partie de la culture (*Kultur*), c'est-à-dire des systèmes de valeurs, de représentation. Les évidences d'un système socioculturel jouent un rôle déterminant dans l'évolution scientifique et technique. Il existe un lien de réciprocité entre technique et culture. Cependant, ce lien n'est pas mécanique. L'insertion sociale de la technique, sous forme d'accumulation individuelle et de possession des moyens de production, ou de collectivisation de la production ne dépend pas du degré de développement du système technique en lui-même, mais de systèmes de valeur structurant les relations entre les hommes. Dans une société technologiquement développée, où il est possible de satisfaire les besoins vitaux de tous, l'excuse de la rareté justifiant la concentration du capital dans les mains de quelques uns et la répartition inégalitaire de la production devient de moins en moins tenable à mesure que les techniques de production se développent, s'améliorent. L'évolution de la technique rend alors matériellement possibles les promesses utopiques de satisfaction universelle des besoins vitaux, et ouvrent la possibilité d'une mutation socioculturelle.

L'approche de Marx se veut scientifique dans la mesure où son projet politique prend en compte le fait que n'est possible de se réaliser que ce qui est inclus dans les possibilités (finies mais qu'il reste encore à explorer) de la matière, et non les possibilités infinies de l'imagination humaine [1]. Il donnait ainsi le primat à la matière parce que le développement des forces productives engendrait une économie de la force qui permettrait aux hommes de rendre le temps de travail marginal et de libérer du temps pour se consacrer à l'organisation par la base de la politique et de l'économie, à l'étude des sciences de l'Homme et de la Nature, à l'art et aux joies de l'existence. Ceci n'empêchait pas Marx de penser l'économie dans une relation dialectique et non dans un déterminisme pur, mécanique et réducteur. La superstructure idéologique et culturelle constitue ainsi la forme servant de vecteur de développement, afin d'opérer une sélection contingente en ce qui concerne les possibilités finies mais multiples de développement ultérieur de l'infrastructure matérielle. Ainsi, ce n'est qu'avec des idées compatibles avec les possibilités de la matière que l'on peut exercer une volonté à même de modeler la réalité.

L'économie capitaliste, outre ses mystifications physicalistes et évolutionnistes [2], est soutenue par la promotion d'un ensemble de valeurs introjectées : esprit d'entreprendre, compétitivité, autonomie et liberté économique, individualisme, gloire et succès, mérite,

rendement, rigueur, accomplissement de soi dans le travail, etc. Ces valeurs constituent autant des principes de légitimation de l'ordre économique établi que des idées à caractère performatif, disposant les sujets à la reproduction de rapports préétablis.

Les défenseurs du postmodernisme pourraient nous rétorquer que le capitalisme a changé, qu'il y a une différence qualitative indéniable entre capitalisme industriel et capitalisme postindustriel, nous parler de capitalisme spéculatif, ou financier. Bien évidemment la réalité n'est pas si inerte, il ne s'agit pas d'une reproduction stricte, exacte. Le capitalisme subit un ensemble de modifications au fur et à mesure des innovations techniques, institutionnelles et des réactions socioculturelles. Cependant, nous soutenons que ces changements n'altèrent en rien la tendance fondamentale du capitalisme qu'est la concentration du capital et l'appropriation des ressources et de la production par quelques uns, que toutes les innovations techniques institutionnelles et sociales intervenues vont dans le sens de son renforcement. En effet, s'il en était autrement, elles auraient effectivement transformé radicalement l'ensemble du système. Ce qui veut dire que les innovations qui ne s'inscrivent pas dans cette tendance fondamentale du capitalisme sont généralement abandonnées. On constate ainsi, en observant les évolutions de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, que la plupart des innovations technologiques qui ont modifié qualitativement l'ordre des choses, ne sont pour autant pas entrées en contradiction avec la logique fondamentale du système, mais se sont plutôt inscrites dans sa continuité [3]. Les développements du capitalisme, de la technique, de la structure sociale et institutionnelle, marquent bien davantage l'amplification de tendances contenues au sein de la modernité, qui, en arrivant à maturité chacune de leur côté, entrent en synergie, donnent lieu à tout un ensemble de bouleversements flagrants et rendent visible ce qui était dans sa phase de genèse quelques décennies plus tôt. Si la société a changé, elle reste malgré tout une société régie par les modalités d'accumulation, d'échange et de répartition capitalistes, ainsi que par l'impératif de rendement propre à la logique productiviste [4]. Elle se reproduit, diffuse et amplifie un ensemble de rapports, de comportements, de valeurs qui sont celles du capitalisme. Ainsi, la critique de ces rapports, de ces comportements, et de ces valeurs conserve toute sa validité. Les enjeux sociohistoriques posés par Marx persistent et demeurent du domaine du possible, bien que leur réalisation semble pour le moment différée dans le temps.

Les fondements réels de l'économie ne sont donc ni techniques, ni mécaniques, mais anthropologiques et *symboliques* [5], c'est-à-dire, comme le soulignait déjà Marx dans son analyse sur *le caractère fétiche de la marchandise et son secret*, que la valeur d'échange d'un bien repose sur des représentations socioculturelles, c'est-à-dire des images, idées, des systèmes de valeurs. Elle repose également sur une *mimésis*, un phénomène d'imitation.

Ainsi, La rupture avec l'économisme classique implique l'abolition de ses virtualités aliénantes. Celles-ci ont été nommées *fétichisme de la marchandise*, *Réification*, ou *Spectacle* [6]. Pour le dire simplement, le fond commun de ces trois critiques s'inscrit dans une critique de la *désymbolisation*, c'est-à-dire du processus d'abstraction constate des représentations, dans lequel le virtuel apparaît de plus en plus comme une réalité autonome. Par exemple, la politique, l'économie, le marché, et l'homme lui-même, sont de plus en plus présentés sous forme d'abstraction technoscientifique, comme des choses mécaniques répondant à des lois concrètes, sur lesquelles il est possible d'intervenir. L'économie, prise sous l'angle de la finance, nous parle de capital fixe, capital variable, dividendes, flexibilité, flux tendus, de taux à x%, de transaction boursière, de subprimes, de trou de la sécurité sociale, de bouclier fiscal, etc., tout un jargon abstrait, qui ne nous dit rien (et pour cause !), sur les rapports réels qui sont en jeu derrière ce vocabulaire technocratique crypté au service de la domination capitaliste, tout un discours qui ne permet pas de parler réellement de politique. De même, on a beaucoup tendance à se représenter la monnaie comme une chose possédant une valeur inhérente, ce qui est faux : Marx l'a démontré depuis longtemps, la valeur de la monnaie n'est

qu'abstraction. La monnaie n'est qu'un médiateur de l'échange, dont la valeur se fonde sur une logique de réciprocité et de confiance. Ainsi à travers la monnaie c'est bien plus le pouvoir de disposer des choses, de dominer qui est recherché. La valeur accordée aux choses n'est pas non plus propre à elles-mêmes, elle est le reflet des représentations et de besoins sociaux. Les discours politico-économiques sur la délocalisation des entreprises et des travailleurs ou sur l'immigration, reflètent aussi ce même processus d'abstraction : on nous considère comme des nombres, des choses quantifiables qui sont déplaçables à gré, en fonction des besoins des pouvoirs (officiellement et officieusement) en place. L'expression même de ressources humaines nous réduit à l'état de choses, des ressources, c'est-à-dire de forme d'énergie qu'il est possible d'exploiter à gré. Comme l'a démontré Herbert Marcuse il y a déjà 60 ans dans *l'homme unidimensionnel* et *le marxisme soviétique*, ce phénomène de réification constitue ainsi le point de jonction entre le socialisme technobureaucratique et le capitalisme postindustriel.

La réalisation du socialisme et du communisme passe ainsi par le dépassement de ce type de représentations aliénantes, de ce type de rapports objectivants. Elle implique une re-symbolisation des rapports (entre les hommes, entre l'humain et le non-humain), c'est-à-dire la réintroduction d'une logique de réciprocité dans nos rapports sociaux, et plus largement, une conception alternative de la matière, qui ne serait plus considérée comme une chose froide, morte et vulgaire, dont l'Homme pourrait disposer à sa guise, mais reconnue *forme de vie*, comme entité interactive et chaleureuse qui donne et reçoit en permanence [7]. Ceci nous amène au déclin du paradigme environnementaliste, en tant que discours sur les choses, au profit d'un discours sur les rapports, les comportements interactifs.

Notes

[1] Il est malgré tout nécessaire de prendre en compte que l'inadéquation d'une idée avec les possibilités matérielles n'est parfois qu'affaire de temps, et dépend du niveau d'avancée des recherches scientifiques. La réalisation de l'idée n'est ainsi pas abandonnée, mais différée dans le temps.

[2] Outre la théorie Smithienne de la main invisible, il se développe dans le discours de l'économisme libéral tout un argumentaire d'inspiration Darwinienne sur la conformité essentielle de l'économie capitaliste à l'état de nature, et notamment la « nature humaine », sur l'état de guerre de tous contre tous, pacifié sur le plan politique (la théorie du Léviathan de Thomas Hobbes), et transposée sur le plan de la concurrence économique, dont il se dégage une « sélection naturelle » des plus forts, des plus adaptés. Ce discours tente de se légitimer en se basant sur le présupposé que ce qui est conforme à la nature humaine est nécessairement bon, et ce qui ne l'est pas nécessairement néfaste, en faisant preuve d'un déductivisme historique idiot ne s'interrogeant pas sur le rapport entre conditions matérielles d'existence et comportement humain, qui balaie sans conteste cette idéologie.

[3] On pourrait citer, pour les innovations techniques, comme cela a été relevé dans de nombreux ouvrages sur la question, l'application généralisée de systèmes automatisés, la technologie numérique, le développement et la généralisation des communications à distance. Au niveau du système social, économique et politique, l'interventionnisme étatique dans la régulation économique et la concrétisation de l'Etat social. Enfin au niveau socio culturel, la pacification et la mise en sommeil de la lutte des classes, par la redistribution des bénéfices de la croissance des 30 glorieuses, et l'arrivée sur le plan politique de tout un ensemble de mouvements socioculturels (mouvements des femmes, reconnaissance ethnique, libéralisation de la sexualité, etc.).

[4] Nous soutenons et démontrons à ce propos dans « sur la question de l'environnement » que l'environnementalisme (hormis les mouvements les plus radicaux et anarchisants de la décroissance) ne s'inscrit pas en opposition avec la logique productiviste, mais bien dans sa continuité. La nécessité de gestion technoscientifique de la diminution ou de la transformation qualitative (technologies et marchandises vertes) de la production matérielle implique la nécessité de production de nouvelles normes, réglementations, de nouveaux contrôles, d'expertises, de recherches scientifiques, de technologies, d'infrastructures, dans un laps de temps très limité, qui entraîne dans ce cas l'ensemble de la société dans une course contre la montre imposant l'impératif de rendement. Pour pallier le déclin nécessaire d'un productivisme industriel et marchand, on projette la mise en place d'un ensemble de correctifs qui amplifient potentiellement un productivisme infrastructurel, institutionnel et technoscientifique.

[5] Nous entendons le terme symbolique en son sens étymologique. « Sumbolon » en grec signifie objet coupé en deux servant de signe de reconnaissance. La notion de symbole est employée dans le présent texte pour désigner une reconnaissance mutuelle impliquant des formes de réciprocité)

[6] K.Marx, *le capital, livre I*, le caractère fétiche de la marchandise et son secret ; G.Lukacs, *Histoire et conscience de classe* ; G.Debord, *la société du spectacle*.

[7] Sur ce point, les apports philosophiques de B.Spinoza, M.Bakounine, W.Benjamin, H.Marcuse et G.Deleuze s'avèrent déterminants.

Ce texte s'adresse à ceux qui croient, ou à qui on continue de faire croire que le capitalisme puisse refléter l'émanation de la nature humaine. **Le capitalisme n'est pas autre chose qu'une construction sociale.** Les théories qui avancent que le capitalisme serait le reflet de la nature humaine se basent sur une philosophie de l'essence qui consiste à déduire *a posteriori* ce que serait la nature profonde de l'Homme. Celui-ci y est ainsi défini comme le modèle de l'*homo oeconomicus*, un être animé par une rationalité purement individuelle le conduisant à poursuivre ses intérêts égoïstes, qui sont, dans ce cas, l'accumulation maximale de capital. Le processus d'accumulation du capital ne reflète en rien une tendance fondamentale de la nature humaine, mais au contraire, en propose une définition empiriste et positiviste, qui réduit l'humain à n'être en nature que ce que l'on observe de lui dans un système de relations déterminées. La définition de l'*homo oeconomicus* élude ainsi tout ce qu'il peut y avoir de désir de partage, de solidarité et de minimalisme dans le caractère humain. Elle élude encore que dans un autre système de relations socioéconomiques, ces caractères puissent se révéler dominants. Par conséquent, soit il n'y a pas à proprement parler de nature humaine, soit on considère celle-ci dans sa multiplicité, auquel cas, elle est immédiatement captée et circonscrite par l'expérience du sujet dans l'ensemble social dans lequel il se développe. A partir de là, il n'y a pas de nécessité ontologique, biologique ou historique du capitalisme. Ce système économique émerge d'un certain nombre d'acteurs qui à un moment donné deviennent hégémoniques et entraînent alors d'autres acteurs dans un certain type de relations. Cette hégémonie produit cependant des oppositions, réactionnaires ou alternatives, qui peuvent lorsque le rapport de force leur devient favorable, soit restaurer l'ordre ancien, soit le faire évoluer dans une direction inédite. L'existence du capitalisme est ainsi contingente, et ne dépend en dernière instance que de la volonté à faire exister ce type de relation ou à en produire d'autres. Par conséquent, l'affirmation selon laquelle le capitalisme reflète la nature humaine relève de la pure idéologie, dont la fonction résulte dans le maintien d'un ordre établi par l'idée que rien d'autre n'est possible.

Il en va de même en ce qui concerne l'Etat répressif. Cette affirmation se base sur une métaphysique de l'essence Humaine où l'Homme est considéré comme mauvais par nature. A partir de là se développe toute une théorie du contrôle visant à limiter les penchants destructeurs de l'Homme pour permettre la vie sociale. Les penchants destructeurs sont alors réinvestis dans la logique concurrentielle du capitalisme et dans les mises en scène fournies par le divertissement de masse à des fins productives. L'Etat, qui entre en scène lorsque cette violence n'est plus canalisée afin de la réprimer, se révèle alors comme le garant de la domination capitaliste. La question pour la domination capitaliste n'est alors pas de produire une Humanité douce et pacifiée, mais de canaliser la violence afin que celle-ci serve le système productif et ne se retourne pas contre la domination de l'Etat et du Capital.

En conséquence, si le capitalisme et l'Etat constituent en quoi que ce soit un reflet de la nature humaine, il s'agit là d'une nature humaine profondément fabriquée et mutilée. Il ne s'agit ainsi pas d'affirmer que le capitalisme et l'Etat sont contraires à la nature humaine, à la pleine réalisation de l'essence humaine qu'il s'agirait de libérer, mais plutôt de prendre position, sur un plan éthique, pour la mise en valeur, la réalisation et l'amplification de certains caractères humains qui permettraient alors des relations plus solidaires et joyeuses.

Le problème de l'Homme Machine comme représentation mutilée de l'être

Cette représentation du corps comme machine naît des métaphores technoscientistes s'imposant peu à peu comme dominantes dans la modernité. Le problème n'est pas que cette représentation du corps constitue en elle-même une nuisance. Elle est pour le moment nécessaire, en ce qui concerne les sciences et techniques, jusqu'à ce qu'une nouvelle représentation plus perfectionnée soit à même de rendre compte des phénomènes scientifiques et techniques de manière plus perfectionnée. Cependant, le triomphe des sciences et techniques, notamment par les progrès de la médecine et de la productivité, a entraîné la substitution des disciplines philosophiques aux disciplines scientifiques en tant que producteurs d'énoncés de vérité. A partir de là, les possibilités d'améliorer l'existence, apportées par les sciences et techniques, aboutissent à l'hégémonie des technosciences sur le plan idéologique. L'imaginaire technoscientifique du corps se diffuse dans l'ensemble de la société et devient la représentation dominante de ce qu'est l'être, produisant ainsi la base idéologique d'une nouvelle éthique, de nouveaux rapports sociaux.

Il s'entremêle dans le cadre des sociétés productivistes et capitalistes, à une conception utilitariste de la matière. Cette métaphysique déjà existante dans la philosophie grecque, suppose la séparation entre sujet et monde objet. A partir de là, tout objet devient instrument à disposition du sujet pour satisfaire ses besoins et ses désirs. Le corps désobjectivé, pensé comme composition mécanique de matière, devient à son tour un objet utilitaire permettant la satisfaction des besoins et des désirs.

Le problème est que ce processus de réification implique en corollaire un processus de désymbolisation, ce qui signifie que dès que l'on considère ce qui n'est pas soi comme instrument, on occulte tout un mode de reconnaissance de l'altérité, toute une logique de réciprocité, que ce soit en niant les affections de l'autre, ou en les intégrant stratégiquement pour se satisfaire.

Or l'éthique constitue le fondement initial de toute sociabilité, de toute forme de coopération sociale, qu'elle soit individualiste concurrentielle ou socialiste égalitaire. Cette conception de l'homme machine ne peut ainsi constituer un fondement socioculturel qui permette de vivre ensemble. D'une part, elle sépare l'être du monde qui le constitue en tant qu'être, et donc des autres êtres avec lesquels il interagit, et d'autre part, elle affaiblit l'estime de soi en réduisant l'identité de l'être à un ensemble de réactions mécaniques. Il s'agit donc d'une métaphysique qui produit de l'individualisme et de la faiblesse. Or des sujets atomisés et vulnérables sont plus facilement contrôlables et instrumentalisables.

L'Homme machine est le sujet par excellence de la société technologique, de la politique pragmatique et néo-managériale. C'est une représentation qui, en niant l'Homme en tant que sujet éthique, porteur d'une histoire, d'une expérience, de valeurs, permet à la politique d'évacuer du débat toutes ces questions pour ne plus se réduire qu'à la seule gestion des choses. Or dès que l'on entre dans ce type de discours gestionnaire et pragmatique, on aboutit à une forme de nihilisme politique derrière lequel peut se dissimuler l'idéologie diffuse et matérialisée de la domination. Diffuse dans la mesure où il s'agit de rapports sociaux préétablis qui apparaissent comme naturels, et matérialisée car cette idéologie s'appuie sur un ensemble de réalisations matérielles comme autant de signes renvoyant systématiquement à une signification culturelle socialement transmise. On entre alors dans une société close et « unidimensionnelle » où la réalité matérielle et l'idéologie deviennent indissociables, se reflètent l'une l'autre, dans une société figée et inerte, rejetant toute contradiction qui pourrait aboutir à un dépassement du présent et à une rupture avec l'ordre établi.

Il n'est pas possible de comprendre les actes des dits « black blocks anarcho autonomes d'ultra gauche », comme bien d'autres événements similaires, sans prendre en compte la structure sociale et la dynamique de la civilisation dans lesquelles ils s'expriment. Cette démarche de compréhension a notamment été réalisée par Herbert Marcuse dans *Eros et Civilisation*. La révolte, la violence, la destructivité, les psychopathologies qui s'expriment dans, par et contre la civilisation ne sont ni des éléments qui lui sont exogènes, ni des anomalies, elles sont le reflet des traits fondamentaux de la civilisation elle-même, de sa dynamique propre, de sa dialectique. Les individus révoltés, violents, destructeurs ou psychopathes sont *positifs* au sens où ils adoptent une réponse conforme à leurs conditions objectives d'existence, qui sont le produit de la civilisation et de l'organisation capitaliste de la société. Ils sont *positifs* dans leur antagonisme, dans leur *négation déterminée* de l'ordre dominant. La civilisation occidentale capitaliste a pour réflexe de traiter ces êtres comme des anomalies qu'il faut neutraliser pour perpétuer son existence. Son réflexe n'est donc pas l'autocritique, la remise en question de son fonctionnement, de ses réalisations, la réflexion sur ses potentialités, mais bien plutôt l'élimination pure et simple du problème. L'élimination prend des formes diverses suivant la période historique et le degré de nuisance du problème en question, et va de l'élimination directe de la vie, à des formes disciplinaires de redressement moral et physique, à l'enfermement et à la surveillance.

La civilisation occidentale se base sur le *principe de rendement* comme *principe de réalité*. Ce *principe de réalité* est constitutif du capitalisme, de la course à l'accroissement du taux de profit. Il est le *principe de réalité* des classes dominantes capitalistes, au niveau national comme mondial, introjecté par une série d'institutions qui s'inter-déterminent : la Famille, l'École, la Télévision, la Publicité, le Travail, l'Église. Le *principe de réalité* consiste en un report constant du *principe de plaisir*, c'est-à-dire sur une répression de l'*instinct de vie* (*Eros*). Si le report de la satisfaction immédiate du désir consiste en un *instinct de conservation* de l'Humain, permettant le développement de formes de *sublimation*, de détournement des pulsion et de réinvestissement de celles-ci dans des activités permettant la transformation du monde objet, de la réalité matérielle, dans le sens de l'apaisement de la *lutte constante pour l'existence*, cet affaiblissement d'*Eros* provoque en conséquence un déséquilibre entre l'*instinct de vie* et l'*instinct de mort* (*Thanatos*). Le progrès de la civilisation est ainsi surinvesti par l'*instinct de mort*, qui est *sublimé* en *instinct de destruction*. L'*instinct de destruction* est alors parti prenante des réalisations humaines, de sa transformation du monde objet. Il s'insère dans l'appareil productif sous la forme de *destructivité méthodiquement organisée*. Il se manifeste dans les activités destructrices de l'Homme, c'est-à-dire d'une part la destruction et le pillage de la nature, et d'autre part dans la guerre et la répression étatique. Il s'incarne de la manière la plus flagrante dans les fonctions policières et militaires.

Le capitalisme avancé est *totalitaire* au sens où il est en capacité d'absorber les instincts de destruction et les instincts de vie, d'administrer *Eros* et *Thanatos* dans la dynamique du système productif. Les instincts de vie non satisfaits et réprimés par l'impératif de rendement sont d'une part détournés de leur objet dans des activités compensatrices, sublimatoires tels que l'art, la science, ou bien dans des activités désublimées telles que la consommation de produits de luxe investis des valeurs joyeuses, prestigieuses, valorisantes, glorifiantes du système lui-même. Dans le capitalisme avancé et sa tendance à la dématérialisation, la consommation porte autant sur des productions matérielles que sur des productions immatérielles. La répression des instincts de vie entraîne d'autre part un déséquilibre exaltant la destructivité. Cette destructivité est également canalisée dans des

activités compensatrices de plusieurs ordres. D'une part, il s'agit des activités de répression physiques, policières et militaires. D'autre part, cette *destructivité productive* est réinvestie dans des activités compétitives, c'est-à-dire concurrence scolaire, économique, sport, jeux de société. Tandis que les activités professionnelles, et celles de sélection sociale, mettent en jeu la compétition dans le cadre d'enjeux réels, c'est-à-dire qui concernent des situations matérielles d'existence ; la compétition ludique dans le cadre de sports amateurs et de jeux de société fait office de défouloirs, elles permettent la décharge de pulsions agressives dans le cadre virtuel de la destruction simulée. Eros et Thanatos ainsi pris au piège de la machine capitaliste contribuent alors au développement et à l'équilibre de l'appareil productif.

L'appareil productif ne peut intégrer l'ensemble de la population, et d'ailleurs les capitalistes n'en ont pas besoin, bien au contraire : au niveau économique, le maintien d'une population non intégrée permet la perpétuation et l'exaltation du *principe de rendement*, puisqu'il contraint les salariés à se conformer aux normes de ce principe, et d'accepter n'importe quelle contrainte de travail, au risque de mettre en péril leurs conditions matérielles d'existence, et qu'il maintient une partie de la population dans la pénurie, ce qui permet en cas de crises, de grèves, de se débarrasser des premiers salariés, et de puiser dans ce vivier potentiellement prêt à accepter n'importe quel travail, dans n'importe quelle condition, afin de reconstituer ses effectifs nécessaires, et même d'accroître la puissance numérique de l'Etat protecteur du Capital au niveau policier et militaire. C'est en quelques lignes l'analyse marxiste sur la fonction sociale du *lumpenprolétariat* pour la bourgeoisie dans l'économie capitaliste. Ainsi, maîtriser les conditions d'intégration totale de la population au sein du système productif constituerait pour ses acteurs un effort considérable et superflu de contrôle des déterminations, des conditions spécifiques d'existence qui constituent chaque corps. De plus le développement d'une population non intégrée à l'ordre dominant permet à la domination de disposer d'un vivier constant de boucs émissaires, dont la fonction consiste alors dans l'attribution du port de la responsabilité des dysfonctionnements du système. Ces populations constituent alors la figure de l'antisocial, et subissent des formes de désignation stigmatisantes, les constituant alors comme l'*Ennemi* commun à abattre, ce qui permet alors au groupe dominant de détourner l'attention de l'opinion publique, quant à sa responsabilité relative aux différentes crises du système. Si ce processus se manifeste de manière parfaitement involontaire et mécanique chez de nombreux politiciens et idéologues, d'autres sont plus avertis de ce fait, et en usent très habilement pour défendre leurs intérêts et leur position sociale. Ce mécanisme de désignation de l'*Ennemi*, qui répand la peur chez les sujets de l'*Empire* et les rend ainsi dociles et malléables, les dispose à la servitude est bien antérieur à l'avènement de la société capitaliste. Il était déjà présent dans la Rome Antique, avec l'opposition entre Barbares et Civilisation. Il repose sur le mythe du chaos et de la destruction relatif aux invasions barbares, qui serait la fin de la civilisation. Ce mécanisme s'est également perpétué sous des formes plus mystiques avec la religion chrétienne. L'*Ennemi* est alors constitué par la représentation du Diable, Satan, Lucifer, l'invasion barbare par le mythe de l'Apocalypse, et du règne de l'Antéchrist. La figure de Dieu représente l'ordre, l'*Empire*. Le chrétien est alors le sujet servile de cet ordre, qui est l'expression de la volonté divine, mais qui est en réalité celle de la classe dominante, du clergé et de la noblesse. Cette structure de la soumission s'incarne dans les différentes institutions que sont la Famille, l'Ecole, l'Entreprise, l'Etat. Dieu est le père, le maître, le patron, le président, bref, la figure de l'autorité. Tout ce qui n'est pas conforme à la volonté de Dieu est l'expression du Diable, ainsi, toute révolte contre une autorité injuste est considérée comme défi lancé à Dieu, et comme manifestation du Démon. Servir Dieu conduit à la félicité, désobéir à Dieu conduit à la damnation. La religion chrétienne se base également sur le principe de culpabilité : l'Homme porte la culpabilité du péché originel et Dieu donna en sacrifice son fils le Christ pour racheter ce péché. L'Homme, responsable de ce sacrifice devant Dieu lui doit ainsi

obéissance, sous peine de damnation. Voici en quelques lignes les éléments idéologiques qui permettent à la religion Chrétienne de construire et d'instrumentaliser la peur, de disposer le sujet à la culpabilité et la soumission, et par conséquent de se poser comme dispositif de contrôle social et idéologique. En répandant de la tristesse, ce dispositif donne l'assurance d'une population affaiblie, docile et servile, et empêche le développement d'une Humanité joyeuse. Si la religion a perdu de son influence face à la poussée scientifique et positiviste, qui s'est accompagnée de nombreuses remises en question philosophiques, économiques et sociales, elle a été d'une part réintégrée au système capitaliste, à l'état de patrimoine, et par conséquent de marchandise, et d'autre part à l'état de moralité abstraite et surimposée par la classe dominante, qui avait alors pour justificatif le monde objet qu'elle avait préalablement établi. Cependant, la crise de légitimité des sciences et techniques, précédemment érigées en croyances transcendantales contre la religion, a rouvert une brèche au sein de la modernité permettant une résurgence du christianisme, notamment aux Etats-Unis. Les Etats-Unis ayant bien souvent été précurseurs de tendances fondamentales dans le développement de la civilisation depuis leur avènement en tant que puissance dominante au niveau mondial, il est nécessaire d'y constater un symptôme potentiel de basculement du monde vers l'obscurantisme religieux, et d'affronter la religion au moment où elle n'a pas totalement recouvré sa puissance. Ce dont il s'agit ici n'est pas tant de croire ou ne pas croire en Dieu, mais de dissocier la question de Dieu de celle du Politique, la question de la croyance de la question morale, et ainsi de dépouiller la religion de ces fonctions de dispositif de contrôle social à la solde de l'ordre établi. En effet, la morale religieuse a encore récemment fait office de prétexte pour contribuer à la justification de la guerre impérialiste, et au massacre de populations civiles dans le but de s'accaparer les ressources naturelles d'un territoire et d'y implanter de nouveaux marchés.

La civilisation occidentale capitaliste, judéo-chrétienne, spectaculaire marchande, impérialiste et répressive ainsi dévoilée, que représente alors la destruction de quelques vitrines de boutiques, de quelques biens marchands, et la dégradation de quelques monuments religieux face à la répression de la vie caractéristique de l'ordre dominant, face à la morale chrétienne qui anéantit de nombreuses vies durant divers croisades, qui maintint la population durant des siècles dans la peur, la culpabilité, la misère et l'ignorance ; face au système de production capitaliste qui détruit progressivement l'ensemble de l'écosystème et les ressources du milieu naturel, qui maintient objectivement une majeure partie de la population dans la frustration psychique, la souffrance physique, l'impuissance, la pénurie, et la haine ; face à l'impérialisme qui détermine des populations entières à la guerre pour des intérêts qui leur sont étrangers ; face au protectionnisme national qui expulse des millions de sans papiers, les condamnant ainsi à la misère et souvent à la mort ? Que cela représentent-t-elle, sinon la manifestation de la révolte d'*Eros*, puissance animée par la volonté de répandre la vie et la joie, contre ce qui tend à sa décomposition ? Ce que l'Etat désigne par « casseurs », « bandes violentes », « black blocks anarcho autonomes » et « cellule d'ultra gauche à vocation terroriste », c'est en réalité cela. C'est un ensemble d'êtres sensibles désillusionnés des mystifications et obscurantismes de l'idéologie dominante, et animés par un désir de répandre la vie et la joie dans et contre une civilisation qui répand peur et terreur, qui est animée par l'instinct de mort et qui tend vers sa propre destruction ; un mouvement déterminé par la civilisation destructrice à détruire la destruction elle-même.

Si cette pratique destructive peut être soumise à la critique d'un point de vue stratégique – dans la mesure où la peur qu'elle provoque constitue un frein à la composition de solidarités avec le reste de la population, à la construction d'une force qui puisse réellement interférer sur le cours des choses, et dans la mesure où cette révolte est souvent instrumentalisée idéologiquement par les partisans de l'ordre afin de renforcer celui-ci – elle n'en demeure pas moins une forme de protestation affective et immédiate contre un système

capitaliste qui tend progressivement vers la destruction de toute forme de vie qui ne soit celle du Capital. Par conséquent, il ne s'agit pas de participer à la pure répression idéologique de ces pratiques, mais plutôt de déplacer la discussion sur la mise en cause de l'ordre capitaliste au niveau de sa tendance à la violence et à la destruction de l'homme et de la nature.

Réflexions sur les définitions du concept de société

Le concept de Société peut se définir soit à partir de sa dimension subjective et idéologique (intérieurisation de normes et valeurs, sentiment d'appartenance, identité, etc.), soit par sa dimension objective et institutionnelle (organisation du travail, de la production et de la distribution, sécurité sociale, etc.)

Il ne faut ainsi pas confondre le stade communautaire, qui se caractérise par une forte incorporation de normes et valeurs, une solidarité directe, une production en fonction des besoins, et un système d'échange pas nécessairement médiatisé par la monnaie ; avec le stade sociétal, qui marque le début de la modernité (Croissance de l'Etat, institutionnalisation massive, solidarité indirecte (Etat entre les corps, atomisation), division et scientification du travail, décomposition du lien plus ou moins direct entre production et consommation, développement de la monnaie, standardisation).

Si le développement de la société s'appuie sur l'idéologie dans un premier temps, il ne s'agit que d'un accélérateur qui n'a plus lieu d'être lorsque le processus devient autonome.

Il est néanmoins vrai que le stade des ensembles techniques, des machines communicantes, de la cybernétique, marque le passage dans la gestion politique du stade idéaliste au stade pragmatique et technicien, des valeurs aux dispositifs (bien que ce projet technicien soit en germe depuis le début du XXème siècle). Cela ne signifie pas pour autant que les dispositifs se substituent à l'idéologie, mais simplement qu'ils prennent une place prépondérante, l'idéologie pouvant resservir dans les contextes de crise de confiance envers le système.

Le processus de fragmentation, d'atomisation, la dissolution de la société civile, de la communauté humaine, est un trait spécifique qui est inscrit dès le début de la modernité, du stade sociétal libéral. La société est la capacité de se prémunir collectivement contre les dangers de la nature par le fait que chacun remplisse un ensemble d'obligations (travail, respect des lois, pour le citoyen, sécurité pour l'Etat) qui garantissent le bon fonctionnement de l'ordre établi et une indépendance individuelle plus marquée dans la sphère privée. En gros c'est la théorie du "contrat social", même si entre bourgeois et prolétaire, il y a une différence temporelle de plus d'un siècle relative à l'atteinte de ce stade (années 70 et Etat Social).

On a également opposé dans la question sur la société centralisation et décentralisation, hiérarchie et réseaux. Mais les réseaux ne s'opposent ni ne remplacent la Société ou l'Etat, ils coexistent. Pour que les réseaux fonctionnent, que les flux circulent, une structure sociale est préalablement nécessaire, afin de constituer un ensemble de canaux, et de réguler cette circulation (il n'y a qu'à observer la conception économique de Keynes sur le rôle de régulation de l'interventionnisme étatique sur l'économie). La société ne se pose ainsi en unité que lorsqu'elle comprend l'ensemble des réseaux comme faisant partie de son fonctionnement.

La société peut exister indépendamment de ceux qui la pensent, en tant que forme d'organisation des activités humaines. Si le sentiment d'appartenance à une communauté humaine (sociale, territoriale, historique) s'est affaibli, on remarque néanmoins que le besoin d'intégration à ce système social est d'autant plus fort (travail, institutions). L'« exclu » doit ainsi soit attirer le regard des institutions sur lui, soit s'organiser avec d'autres exclus de manière communautaire. Dans la société capitaliste avancée, seule la subjectivation collective, le lien et la reconnaissance mutuelle entre les hommes s'effacent, tandis qu'objectivement la société n'a jamais été aussi intégratrice et totalitaire. Totalitaire au sens où le développement conjoint du Capital et de la Technique tendent à générer une « société close », un monde sans en-dehors, que ce soit au niveau matériel (les tentatives d'autonomie totale se soldent toujours par des échecs, que se soit par la marchandisation ou la contamination des terres, de l'eau et de l'air) ou "spirituel" (l'imaginaire est colonisé par la religion, la technoscience, le spectacle).

Dans un système régi par le biopouvoir, (où on laisse vivre la conformité et mourir ce qui n'est pas conforme au système), la liberté d'appartenir à la société est aussi fausse et illusoire que ne l'était celle du Juif entre les mains du Bourreau dans l'existentialisme Sartrien.

1/ Les limites de l'objectivité : la réception subjective

Une information objective consisterait à produire un récit des faits sans y glisser de jugement de valeur ni d'élément interprétatif. Cependant, la réalité de l'entendement humain étant essentiellement subjective, bien qu'il y ait toujours interaction avec le monde objet dont l'homme se sert comme support pour exister, il ne peut y avoir de réception objective, neutre des faits. L'être recevant l'information est ainsi affecté par celle-ci et se construit alors des représentations en fonction de cette affection. Or généralement, cet entendement est limité, puisque le sujet réceptif est passif. L'Homme face à son poste télé, radio, sur Internet, ne peut appréhender les informations que du point de vue d'une rationalité limitée : la combinaison particulière des éléments constituant son expérience singulière, son histoire, c'est-à-dire son processus de socialisation. Or si l'on considère que ce processus est déterminé par la vie dans la famille, à l'école, par les émissions de télévision, la publicité, force est d'admettre que l'entendement de chacun est en partie ou totalement déterminé, de manière médiatisée, par l'Etat et le Capital. En ce sens nos affections sont, dans le cas d'une attitude de positivité parfaite vis-à-vis de cette détermination, celles que l'Etat et le Capital attendent de nous. Ainsi l'objectivité du journalisme, même si elle se contente d'une description pure, se rallie toujours au parti de l'Etat et du Capital, puisqu'elle ne s'oppose pas aux processus sociaux de construction des subjectivités, qui déterminent *a priori* la réception de l'information.

2/ Idéologie et réception de l'information : critique de la réification comme autolégitimation

L'activité journalistique instituée, en ne traitant que des faits, et par conséquent en éludant les processus déterminants, produit généralement une analyse réifiée, chosifiée. Elle révèle plus la fixité de la situation que sa dynamique propre, et par conséquent procède de l'inversion entre l'effet et la cause. Elle part de la réalité établie sans en expliciter les mécanismes, et se fait organe de légitimation et de diffusion des normes, des valeurs, de la morale (de la classe) dominante. En cela, les médias constituent un des dispositifs de reproduction de l'ordre établi. Cependant, cette erreur méthodologique n'est pas volontaire, elle n'est pas la manifestation d'un mégacomplot visant l'asservissement de la population. Il s'agit d'une conjonction d'éléments et de processus plus complexes : le processus de socialisation de l'individu, et les processus de sélection inhérents à l'activité journalistique. En ce qui concerne le premier processus, nous naissons tous dans un monde préétabli, qui nous préexiste. Nous sommes initialement tous soumis à la détermination de ce monde, et cette détermination initiale se combine à un ensemble de déterminations hétérogènes et constantes qui composent progressivement notre manière d'être affectés, de nous représenter le monde, l'existence, la vie, ainsi que, de manière conséquente, notre manière d'agir, notre orientation politique et notre prise de parti dans l'action. Sur ce point, le manifestant, le flic, le journaliste, le politicien, l'ouvrier, et l'entrepreneur capitaliste ne diffèrent pas. Ils diffèrent au niveau qualitatif, c'est-à-dire que les expériences qui composent leurs déterminations ne sont pas semblables, elles ne partent ni n'aboutissent aux mêmes positions dans la société. Le Capitaliste, en tant qu'appartenant au groupe social dominant ayant réalisé, matérialisé sa propre Utopie, ayant transformé le monde à l'image de sa propre idéologie, de ses désirs et de ses intérêts, et ainsi produit une unité entre subjectivité et objectivité, a la réalité pour lui. Il n'a point besoin de justification, car le monde existant, fruit de sa domination, expression de sa volonté, fait office pour lui de justification, d'où la référence

récurrente dans le discours de la droite de l'expression « réalité objective ». En ce qui concerne le journalisme, le processus d'entrée dans la profession est à la fois un apprentissage de méthodes, de compétences, et un processus de normalisation. C'est-à-dire que le journaliste apprend les méthodes, les compétences, et les normes de la profession, puis, lorsqu'il se présente pour une embauche, se trouve face à face avec une ligne éditoriale avec laquelle il doit partager une certaine représentation du monde, pensée par les employeurs comme étant objective, et qui est le fruit du façonnement du monde par la classe dominante. En cela, le journaliste animé par une disposition positive à l'égard de l'idéologie dominante et du monde préétabli ne subit pas de pressions et se sent totalement libre dans sa profession. Simplement, s'il n'est pas contraint dans l'exercice de sa profession, il n'en est pas moins libre pour autant. Il est seulement déterminé positivement dans une posture spécifique qui lui confère sa place, et dont il ne peut se défaire. Il est libre de suivre, mais pas de s'écarter, car dans ce cas, il se ferait renvoyer et devrait changer de journal, ou pointer à l'ANPE. En ce sens, sa liberté n'est qu'un subterfuge.

3/ Projection de représentations dans le traitement de l'information : le référentiel connoté des journalistes

Partant de ce qui précède, tout journaliste pense qu'en relatant les faits, il révèle la réalité et la vérité, et que tout ce qui le contredit n'est qu'idéologie. En ignorant sa propre subjectivité, le journaliste réinjecte dans sa retranscription des faits des jugements qui sont ceux de l'idéologie dominante. Il s'appuie de plus sur un ensemble de représentations et de catégorisations préétablies, qu'il estime neutres, mais qui ne le sont pas, et agissent de manière performative sur les représentations des récepteurs de l'information. Ces représentations et concepts sont en fait la production intellectuelle des idéologues passés et présents de la domination, qui font de ce fait office d'autorité, et contribuent à l'établissement du *statu quo*. S'ils ont pour but de produire des représentations adéquates à l'appréhension du monde objet, ils ont bien davantage pour effet de produire un masquage de cette réalité objective, sous forme de moralité ou de spectacle, et par ce biais, une disposition non éthique de la population administrée à la servitude. Ces intellectuels prédéterminés par les normes et valeurs de la domination, contribuent ainsi à sa défense et à sa reproduction. Le journaliste adoptant ces concepts et représentations pour tenter de décrire le réel perd ainsi sa neutralité et se fait alors malgré lui le médiateur de normes et valeurs dominantes. C'est un entrepreneur de morale qui s'ignore. Pour se sortir de cette posture, et ainsi justifier sa prétention à la vérité, le journalisme devrait alors se soumettre à une profonde autocritique, à une remise en question radicale de ses présupposés moraux et intellectuels hérités de la civilisation occidentale, ainsi que de sa méthodologie positiviste au caractère profondément réifiant.

4/ Le journalisme contre le positivisme et l'idéalisme bourgeois : vers l'Intersubjectivité et l'Analyse Compréhensive

A partir de là, il s'avère impossible et illusoire de produire une information neutre et objective. Le nihilisme et le relativisme absolu que l'on pourrait être tenté de revendiquer afin d'obtenir une information de qualité se révèlent alors sous leur jour le plus chimérique puisqu'ils demeurent impuissants face au système de représentation et d'affectation du récepteur. En effet, celui-ci, prédéterminé, y projetera alors ses normes et valeurs et ne dépassera alors pas son degré d'entendement limité. Si le discours journalistique a pu prétendre relater une vérité et une réalité objective, en ignorant l'effet que cette information pouvait produire sur le récepteur, c'est parce que l'épistémologie journalistique s'est basée sur deux postulats erronés : le premier réside dans l'illusion de produire de l'objectivité à

travers la simple description des faits, sans nécessairement s'intéresser aux causes, aux subjectivités ou du moins de manière limitée et superficielle : erreur caractéristique du positivisme et de l'empirisme, car aboutissant à la réification. Le second postulat concerne la conception libérale de l'individu libre et autonome dans sa pensée. Cela supposerait un individu non déterminé au niveau social, politique, intellectuel et moral, c'est-à-dire qui n'appartiendrait et n'aurait jamais appartenu à aucune famille, à aucune classe sociale, qui n'aurait jamais entendu parler de citoyenneté, de république, de démocratie, de bien, de mal, et qui se serait construit son jugement dans une expérience directe et immédiate au monde, en comprenant les relations de causalité, les processus et les modes de détermination. C'est-à-dire que cette posture nécessiterait à la fois le sujet Ethique de Spinoza, ainsi que le sujet a-classiste de l'Utopie Communiste Avancée de Marx. Or, dans la réalité effective, on est très loin d'un tel sujet Utopique. Le sujet dont on parle est un sujet surdéterminé au plan intellectuel et affectif. Son affectivité et sa morale sont traversées par l'idéologie de l'ordre établi, de la classe dominante, elles lui sont introjectées, par le médium de structures institutionnelles telles que la famille, la télévision, l'école, le travail. A partir de cela l'Utopie objectiviste de l'activité journalistique devient instrument de domination à la solde de la civilisation occidentale capitaliste, puisqu'elle se base sur les fondations de l'idéalisme abstrait et ne tient pour le coup plus compte de la réalité matérielle et effective. Pour réaliser pleinement et véritablement sa prétention à la neutralité, le journalisme doit disposer de récepteurs non surdéterminés, et doit par conséquent contribuer à l'avènement d'un tel sujet. En cela, le journalisme véritable sous-tendrait une démarche profondément révolutionnaire. Cependant, les journalistes sont généralement très bien intégrés à la société, au capitalisme, à l'ordre établi, et n'ont dans la majeure partie des cas pas intérêt à un basculement révolutionnaire qui pourrait modifier leur situation de classe privilégiée. Cela signifie alors que leur Utopie de neutralité et d'objectivité n'est pas tenable dans la situation présente et qu'elle doit être abandonnée. Ainsi, le journalisme, au lieu de fuir éternellement une subjectivité et une idéologie dont il ne peut se défaire, devrait bien plus remettre en cause sa propre méthodologie, et se concentrer sur l'éthos, l'intersubjectivité, les processus et les déterminations des sujets, plutôt que sur la morale, l'objectivité, les faits et les effets. Il devrait abandonner le positivisme et l'empirisme, et proposer des analyses compréhensives approfondies sur les groupes et les mécanismes sociaux, afin de développer un niveau d'entendement supérieur à l'idéalisme obscurantiste et périmé de la philosophie humaniste des lumières. Pour cela il faudrait alors que les journalistes soient préalablement initiés aux bases indispensables des sciences humaines et sociales, au matérialisme et à l'éthologie. Dans ce cas, le journalisme deviendrait une institution profondément différente, critique et pertinente, qu'il serait difficile d'instrumentaliser. Ce ne serait plus un dispositif de façonnement des subjectivités, de contrôle de la pensée et des affections, mais un véritable outil d'ouverture vers un niveau d'entendement supérieur. Ainsi distancié de ses fonctions de contrôle social, il constituerait le plan fixe d'affrontement de l'intersubjectivité, et deviendrait potentiellement un des médiums d'une remise en question fondamentale de la civilisation.

Quelques réflexions sur le mouvement social contre la réforme des retraites d'octobre 2010

Face à l'autisme d'un gouvernement fermé à toute négociation, et à la montée en puissance du mouvement, les directions syndicales ont été complètement débordées. La base syndicale, rejointe par des non-syndiqués, a fait la preuve de sa capacité d'auto-organisation. La première victoire dans ce mouvement social fut ainsi la démonstration de notre puissance d'agir collective. Des solidarités directes se sont recomposées entre différents secteurs en lutte : postiers, cheminots, pétroliers, routiers, chômeurs, enseignants, étudiants, lycéens, et même les plus jeunes... Les piquets de grèves furent des lieux de rencontre, de partage et d'échange, que ce soit sur le plan matériel qu'en ce qui concerne les échanges de sourires, de rires, d'expériences et de réflexions. Ils ont reposé, dans une société fortement marquée par l'individualisme concurrentiel, les bases élémentaires de la solidarité, notamment la reconnaissance de l'autre comme égal et comme partenaire. Ces expériences et ces pratiques représentent à notre avis l'espoir à étaler, à diffuser, pour pouvoir développer une contre-offensive qui puisse progressivement mettre à bas ce monde injuste.

Le mouvement de grève de 2006 fut la démonstration que les projets de lois ne sont pas autre chose que des constructions sociales, des accords entre les hommes, à tout moment réversibles. Il prouva à tous ceux qui pensaient que les lois répondaient à des vérités et à des nécessités objectives qu'ils étaient dans l'erreur, que les lois ne sont pas autre chose que le reflet d'un rapport de force dans la société.

Le projet de réforme sur les retraites répond à la même logique. C'en est fini de l'hypocrisie du discours de droite à l'assemblée ou à la télé, qui prétend qu'il s'agit d'un projet social, courageux, nécessaire et responsable. Ce projet n'est pas social dans la mesure où il crée la saturation durable du marché de l'emploi, ce qui fait que ceux qui commenceront à travailler plus tard mourront certainement avant l'âge de la retraite. Il n'est pas non plus nécessaire, à moins que l'on ne présuppose qu'il ne faille pas toucher aux revenus du capital. Il n'est ni courageux, ni responsable. Le gouvernement despotique actuellement en place tente de jouer la carte de l'héroïsme pour dissimuler son autoritarisme. Nous ne sommes pas dupes. Les millions de Français qui descendent dans la rue, qui se mobilisent sur les piquets de grève, et tout ceux qui les soutiennent n'ont pas besoin de pédagogie. Ils ont bien compris que ce projet n'est ni nécessaire, ni social, ni responsable et encore moins courageux. Les beaux discours des hypocrites ne feront pas oublier Woerth et Bettancourt. Ils ne feront pas oublier dans les poches de qui se trouvent les financements manquants.

Le courage et la responsabilité est du côté des grévistes qui assument, en plus des pertes de salaire, de prendre des risques sur le plan de la légalité et qui subissent jours après jours les assauts policiers et idéologiques d'un gouvernement qui qualifie une pratique défensive et solidaire de prise d'otage. Pour nous, la prise d'otage, c'est de se faire déposséder de sa vie par une organisation sociale tenue et maintenue par une minorité capitaliste. C'est d'être contraint par la force armée et la machine judiciaire de stopper la grève et de retourner travailler, sous peine de licenciement et de prison, comme c'est le cas pour certains de nos camarades en lutte dans les raffineries et les chemins de fer. La prise d'otage c'est aussi la participation volontaire de tous ceux qui, en consentant à cette logique injuste de rendement pour l'accumulation constante de capital, forcent les autres à entrer dans une logique de compétition féroce et destructrice.

Ne nous fions pas aux messages inflexibles du gouvernement. Il est en effet évident que si celui-ci montrait à un quelconque instant un signe de faiblesse, il en serait immédiatement fini de la réforme.

L'espoir est toujours permis, continuons le combat!

Quelques éléments de compréhension sur le phénomène de la vidéosurveillance et le totalitarisme

Le développement de la vidéosurveillance est une réponse technique à un problème qui est de l'ordre des rapports sociaux, des rapports humains dans les sociétés capitalistes technologiquement avancées. Il est lié d'une part au développement exponentiel de l'individualisme depuis les années 70, et au contrecoup de la récession économique post 30 glorieuses. Ces deux facteurs combinés donnent lieu à une société composée d'individus isolés les uns des autres, de moins en moins protégés par leur classe (dissolution du sentiment d'appartenance de classe suite aux 30 glorieuses), leur famille (décomposition du modèle familial traditionnel, famille nucléaire, hausse du nombre de divorces, etc.), en proie aux lois de l'économie de marché, avec comme instance de régulation des rapports sociaux un Etat dont le pendant social est en pleine décomposition et qui réaffirme ses fonctions gendarmes. Nous voyons ainsi se développer une société composée d'individus sans protection, en proie au chômage, à la précarité, à l'isolement, à l'exclusion, donc vivant dans un climat d'insécurité. C'est une situation de peur de l'autre, qui représente dans ce cas un concurrent potentiel qu'il faut éliminer. Ce sentiment de peur généralisée a tendance à entraîner le développement de comportements agressifs qui renforcent ce climat d'insécurité. Et comme nous sommes dans une civilisation qui a fait de la technoscience sa religion, les réponses que l'Etat tente d'apporter pour réguler les rapports sociaux prennent une forme essentiellement technique et scientifique.

Les caméras ne sont évidemment qu'un correctif peu efficace. Elles n'ont pas pour objet de traiter les problèmes source de l'insécurité (le chômage, la précarité) mais d'affirmer la présence de l'Etat dans l'espace public pour réguler un ensemble de rapports, garantir un certain ordre, une liberté de circulation, de consommation, dans une ère où celui-ci se désengage de plus en plus sur le plan socioéconomique. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la manière dont les élus donnent sens au phénomène de la vidéosurveillance, lorsque l'on veut s'adresser à eux, et non dans celui d'un projet totalitaire, qui ne fait jamais écho puisque pour eux la vidéosurveillance a pour but de garantir un ensemble de libertés. Ainsi, harceler les pouvoirs publics ne servira à rien. Ce n'est pas au niveau des élus qu'il faut attendre une quelconque impulsion de changement social. En effet, un élu, c'est d'abord une personne conforme à l'institution, et à l'idéologie de ceux qui l'ont fait naître. Il y adhère par incorporation de toute une série de normes et de valeurs, qui façonnent sa vocation pour la politique, ou par simple opportunisme.

S'il y a une sensibilisation à faire, ce n'est pas en tant que « Citoyen digne » au niveau de l'Etat Républicain, qui sait parfaitement ce qu'il fait et pourquoi, mais dans un rapport direct et sans interface avec la population, dans nos quartiers, nos rues, nos villes. Ce n'est pas par forme de lettre adressée au maire, mais plutôt de journal mural adressée à la « plèbe ». Se référer systématiquement à l'Etat pour réguler les rapports sociaux, c'est une déclaration de démission de la volonté de prendre en main nos existences, et cela revient quelque part à légitimer l'existence de la structure techno-institutionnelle du totalitarisme. L'identité citoyenne comporte certains dangers, relevés par exemple par Alain.C dans *l'impasse citoyenniste* : D'une part cette dépendance à l'Etat dont nous venons de parler, d'autre part, la distinction moralisatrice entre bon citoyen et mauvais citoyen, qui fait abstraction des différences d'expériences, de modes de vies, de classe, de valeurs, pour créer une identité uniforme dans laquelle tous sont regroupés sous la bannière d'une citoyenneté abstraite et de laquelle ceux qui ne conviennent pas à cette identité sont rejetés, désignés comme Ennemis de la société, bien qu'ils ne soient que les Ennemis de l'Etat et de l'économie de marché.

Enfin, les critiques adressées contre la vidéosurveillance comparent souvent ce projet sociétal à celui de l'Ex-URSS, pensée comme une société totalitaire, mais c'est oublier un peu vite que des sociétés dites libres et démocratiques pratiquaient un impérialisme sauvage hors de leurs frontières, ainsi qu'une chasse aux sorcières et une répression extrêmement violente dans les ghettos et les campus. Par exemple, les Etats-Unis au début de la guerre commerçaient avec les Nazis, et, durant la guerre froide, ont aidés à la mise en place de dictatures en Amérique du Sud (Pinochet), mené la guerre au Vietnam, en Indonésie, etc. ; que la France libre a fait la guerre d'Algérie, et fait matraquer sévèrement les étudiants révoltés de 68, et aujourd'hui, pratique les rafles de sans-papiers, les expulsions forcées, l'enfermement dans des centres de rétention. Le totalitarisme ne se résume pas à une dictature terroriste d'Etat, comme on en a vu en URSS, dans l'Allemagne NAZIE, en France sous Vichy, etc., Il s'accommode parfaitement de démocraties libérales qui derrière un pluralisme apparent masquent une domination effective des élites économiques. En cela, L'URSS et les NAZIS étaient en retard sur leur temps, car ils ne pratiquaient pas la barbarie douce, la tolérance répressive, ou la permissivité obligée, alors que dans le même temps, les élites américaines avaient bien compris que le contrôle social devait d'abord se constituer à l'intérieur, être intégré dans la structure psychologique des individus, et pas de l'extérieur par les armes. Un bon système de mass médias et de publicité entouré d'un minimum de protection sociale et donnant l'illusion d'une pensée libre et d'un choix politique possible donne des résultats bien plus efficaces en matière de contrôle social que quelques milices armées à la solde d'un pouvoir central autoritaire. Pour finir, il ne faut pas confondre organisation économique et modalités d'exercice du pouvoir : le libéralisme politique s'oppose à l'autoritarisme, le capitalisme au communisme. Ainsi, si le capitalisme peut s'accommoder de pouvoirs autoritaires comme de pouvoirs garantissant les libertés, il en va de même pour le communisme : la seule différence est que seul le communisme autoritaire s'est pour le moment réalisé historiquement (et qui d'ailleurs n'est pas du communisme au sens marxiste pur, puisque la notion de communisme de Marx présuppose une organisation démocratique des producteurs immédiats à la base de la société) ce qui n'empêche en rien la réalisation future d'un modèle du type communiste démocratique ou libertaire.

Retour sur les élections régionales de Mars 2010

52 % d'abstentions au premier tour ! Voici le résultat principal de ces élections. Un taux d'abstention record, historique ! De ce fait, le débat politique a pour l'essentiel tourné autour de l'interprétation de ce chiffre. Comme à chaque fois, ont fusé les interprétations politiciennes classiques autour du vote protestataire, de la crise de confiance envers le corps politique dans son ensemble, de son incapacité à faire face à une situation, un contexte global face auquel il n'a aucune prise. Nous décernons sans conteste la palme d'or à Georges Frêche, avoir observé une minute de silence pour les partis politiques tels que nous les connaissons au XX^{ème} siècle, et pour sa déclaration : « *Les partis politiques sont devenus comme des étoiles. Ce sont des étoiles mortes. Ils continuent de briller, mais ils se sont éteints depuis longtemps* ». Jean-Luc Mélenchon prend quant à lui la seconde place du podium en qualifiant ce résultat de « *score insurrectionnel* » ! Sans doute Jean-Luc n'est il pas resté sourd aux nombreux débats suscités par l'entrée de « l'insurrection qui vient » dans le top10 des ventes en 2009 !

Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas les discours populistes de Rama Yade, qui relèvent soit de la naïveté profonde, soit de la plus manipulatrice des mauvaises fois politiques, pas plus que les critiques amères de Xavier Bertrand adressées à la gauche, qui soient en mesure de faire face à « la crise ». Non, on ne nous fera pas croire que la droite puisse un jour être philanthrope. Les rappels à l'ordre de Fion sont assez claires : il ne s'agit pas de prendre l'échelon régional comme contre-pouvoir face à la politique de l'Etat ou face à la mondialisation, mais de faire comprendre aux Français la nécessité de modernisation du fonctionnement administratif des régions. En l'occurrence, modernisation n'est qu'un artifice vide de sens pour parler d'atomisation et d'entrée dans le marché de la concurrence mondiale. Mais peut-être ne voulons nous pas entrer dans une situation de concurrence mondiale, peut être voulons nous tout simplement en finir avec cette logique de concurrence capitaliste. Dans sa défaite et face au constat de son impuissance, la droite essaie de semer le zèle au sein des partis à gauche qui affichent déjà une volonté de conciliation, d'opposer les Verts et le PS, de les opposer avec le Front de Gauche. Cependant, nulle n'est plus dupe, l'écologie n'est pas « ni de droite ni de gauche », il y a bien une écologie sociale et une écologie du capital. Le projet sur la taxe carbone est assez clair à ce propos : fausseté écologique, et fausseté sociale. Certes, la droite a fait passer les lois Grenelle, mais il faut voir la tronche de ces lois grenelles ! Leur seule fonction est de trouver un mode durable de prolongement de ce désastre qu'est la civilisation occidentale capitaliste. En l'occurrence, la droite s'en vante alors qu'elle n'a fait preuve que d'opportunisme. Elle a simplement surfé sur une mode en cours. Il y a fort à parier qu'un gouvernement de gauche aurait fait de même, sinon mieux. Bref, les critiques à propos des divergences programmatiques entre Verts, Front de Gauche et PS sont assez risibles, comme si la droite, qui est et restera le parti des riches, était en mesure de remédier à une situation dont elle est responsable et profite grassement. Pour autant, il ne faut pas attendre grand-chose de cette « union providentielle » de la gauche plurielle. Il s'agit d'une alliance qui, si elle a pour objectif de se poser en bouclier face à la politique de droite, ne sera pas plus en mesure d'ouvrir des perspectives de « sortie de crise ». Tout au plus, il s'agira de prendre le pouvoir national d'ici deux ans pour gérer moins brutalement ce désastre, quand bien même se dégrègerait une majorité de gauche au niveau continental et intercontinental.

La prétendue « remontée du FN », voici le second fait marquant de cette élection. Malgré un score relativement élevé dans les pourcentages, on sait très bien que le FN polarise généralement, plus que les autres partis, les votes protestataires. Mais au regard des résultats

rapportés en nombre effectif, on s'aperçoit qu'il ne s'agit que de l'électorat souche du FN depuis bien des années et rien de plus. Mais peut-être faut-il encore une fois insister sur la profonde bêtise de ses perspectives affirmatives. Face au développement du capitalisme monopolistique à l'échelle mondiale, le FN ne sait que proposer la fermeture des frontières et préférence nationale. C'est sûr, il est préférable que ce soit un Français plutôt qu'un arabe qui ramasse les poubelles, balaie les parkings, nettoie les chiottes pour un salaire de misère. La préférence nationale ne concerne en effet généralement que des emplois dont personne ne voudrait, sans même se poser la question de savoir si ces emplois devraient exister. Le problème, ce n'est pas non plus « l'islamisation », ou quoi que ce soit d'autre. Le problème réel n'est pas le port du voile ou de la burqa. La soutane et le chapelet ne nous sauveront pas non plus de la concurrence internationale et de l'atomisation, ni même du réchauffement climatique. Le problème réel du FN c'est la perte de pouvoir d'une vieille bourgeoisie nationale déclassée par la concentration du capital dans des grandes unités de production transnationales, qui cherche désespérément à restaurer sa souveraineté perdue depuis déjà longtemps. Mais que le capital soit concentré par des raclures internationales ou des raclures françaises nous importe peu. A partir de là, la seule critique intéressante posée par le FN, portant sur la technobureaucratie Française, tombe à l'eau lorsque l'on sait que l'ensemble des mouvements conservateurs et néo-conservateurs se sont justement appuyés sur cette technobureaucratie pour installer et consolider leur pouvoir. Bref ne reste que l'insécurité qui n'est pas un problème en soi mais la conséquence du développement du capitalisme, de la lutte pour l'existence de tous contre tous à l'échelle mondiale. La solution n'est pas dans la multiplication de systèmes de contrôle et de surveillance, dans le fait de mettre des flics à chaque coin de rue. La solution aux problèmes de l'insécurité réside dans la sortie de la logique de la mise en concurrence de tous contre tous, de l'économie de marché, du capitalisme.

Ainsi, il convient certainement de parler du NPA. Son faible score s'explique d'une part par le développement du Front de Gauche qui a bien su investir un espace politique laissé vacant par le PS, (et s'est également adonné à une joute de collage des plus puériles en recouvrant régulièrement les affiches de campagne du NPA par les leurs). La tentative d'ouverture du NPA a échoué, ce qui a en outre permis de se débarrasser des éléments parmi les plus puants, repartis dans les PG, PCF, LO ou encore au PS et chez les Verts. Un peu moins de nombre donc, mais la constitution du Front de Gauche a au moins permis au NPA de clarifier ses positions, encore fort mal connues. D'abord, le projet du NPA n'est pas une nouvelle URSS, quand bien même elle serait « *retouchée sur photoshop* ». Le NPA n'est pas un parti de cadres gestionnaires, mais un parti visant l'autonomie politique, l'auto-organisation par la base de la société civile et politique. C'est ensuite un parti fondamentalement plus écologique que les Verts, plus socialiste que le PG ou le PCF, et plus démocratique que le reste de la gauche, tant dans son fonctionnement interne que dans ses perspectives politiques. Le NPA souhaite faire tendre l'ensemble de la société vers le démocratisme radical et direct, ce qui signifie la suppression des « élites politiques », des « spécialistes de la gestion territoriale » et leur remplacement par un mode collectif d'organisation démocratique. La pratique de la démocratie directe suppose du temps pour se former et délibérer collectivement, aussi bien, le NPA développe également la question de la diminution et de la répartition équitable du travail, également reliée à la question environnementale. Néanmoins, nous émettons également quelques critiques à propos du NPA. D'une part, sa posture de parti institutionnel/non-institutionnel est pour le moins gênante et le pousse bien souvent à des prises de position contradictoires : critique d'une démocratie bourgeoise à laquelle il participe et critique moralisatrice des mouvements radicaux qui s'opposent à l'ordre établi. Ensuite, le NPA parle d'intervention dans les luttes, mais ne

parvient pas à en appeler à des formes de résistance et de solidarités actives qui s'inscriraient dans le quotidien. Cette marco-politique proposée par le NPA suppose bien d'avantage un changement des structures institutionnelles plutôt qu'un changement au niveau des modes de vie, des rapports sociaux.

Néanmoins, le problème de l'abstentionnisme reste l'enfermement dans la passivité politique, ce qui est compréhensible dans un contexte de ce que les sociologues nomment « société du risque », c'est-à-dire une situation où chacun, seul et sans protection, est soumis à l'incertitude, à la peur et aux dangers. Cette situation est la conséquence d'un contexte général de lutte pour l'existence de tous contre tous sur le plan de la concurrence économique, dont les conséquences sont le chômage massif, l'exclusion, l'agression, la maladie, et la dégradation de l'environnement, face auquel le politique, l'Etat, demeure nécessairement impuissant, subordonné aux intérêts des industriels. Qui a dit renaissance du prolétariat ? Quoi qu'il en soit, et pour relativiser l'optimisme contenu dans l'appellation de « score insurrectionnel » de Mélenchon, on pourrait parler « d'impasse abstentionniste ». En effet, le refus général de la politique classique s'inscrit dans une situation d'inertie et ne s'accompagne ainsi pas d'une perspective globale de dépassement. Ce mouvement d'abstention, de « grand refus », ne permet pas de dégager un horizon qui se situerait au-delà de lui-même, au delà de la simple révolte, du soulèvement insurrectionnel.

La grande leçon à tirer de « l'insurrection qui vient » – dont le message a si souvent été mal compris – est bien celle des perspectives de dépassement, de ce qui peut se construire au-delà de l'insurrection. Une insurrection se prépare. Que ses auteurs y participent ou non, cela importe peu. Elle est en germe dans de nombreux foyers, dans les quartiers, les cités, les usines, les bureaux, dans les pensées les plus secrètes et inavouées de nombreuses personnes. Elle sera le fruit de beaucoup plus que quelques radicaux cagoulés. Ainsi la question posée dans ce texte n'est pas de préparer une insurrection, mais bien plutôt de développer des formes de solidarités affectives et matérielles nécessaires pour que de cette insurrection puisse naître des potentialités révolutionnaires. La vie dans une société du risque n'est pas une situation tenable et durable. Cette situation doit cesser, et ce ne sont pas les politiques, que ce soit à l'échelon local, régional, national ou international qui seront en mesure de nous en sortir. La seule manière de s'en sortir est de faire la politique nous même, de redéfinir ce qu'est faire de la politique de fond en comble, de nous organiser collectivement pour vivre et lutter ensemble, redéfinir de nouveaux rapports de confiance et de partage, redéfinir une nouvelle solidarité, une nouvelle manière de vivre.

Peut-on réellement d'une élection démocratique ?

1/ le taux d'abstention

Un taux d'abstention de près de 60 %, voilà qui devrait remettre fondamentalement en cause la validité de ces élections, cependant il n'en est rien, et tout se passe comme si la démocratie avait encore une fois triomphé. Un tel désintéressement politique devrait cependant nous questionner. C'est en effet le résultat le plus intéressant de ces élections. Devant le peu d'attention porté à ce résultat, voire l'hypocrite effarement et la crainte simulée de certains de ces chers politiciens, auquel ils répondent en s'interrogeant sur la manière dont ils vont pouvoir nous endoctriner, dont ils vont pouvoir, une fois de plus, nous bernier, nous pouvons voir dans cette abstention massive un symptôme. Celui d'une perte de crédibilité croissante du système politique, d'une obsolescence avancée de celui-ci.

Cette abstention est le symbole du ridicule de la démocratie aujourd'hui, du ridicule de l'Europe, du ridicule de la politique classique, et de son spectacle médiatique, du ridicule de ses candidats. Il est ainsi bien évident que si elle était prise au sérieux, la démocratie aurait « fonctionné », on se serait déplacé aux bureaux de vote. Encore faudrait il qu'elle soit. Cette abstention massive est le reflet de la blague politique et démocratique, elle est un rejet de la représentativité dans son ensemble : elle dit que : « *Rien dans la distribution des identités politiques connues n'est à même de répondre à l'urgence de la situation* »

On sait depuis longtemps que l'implication politique est directement liée au niveau intellectuel et culturel, et par conséquent, dans de nombreux cas, au niveau de salaire : ainsi, on peut considérer que tous les plus riches de France et d'Europe ont voté, et que les plus pauvres ont été tenus éloignés des urnes, ce qui remet fortement en cause le score de la droite.

La droite, représentant officiel des riches, y trouve bien son compte et par là une nouvelle occasion de renforcer sa domination : d'une part, il est évident que cette dépolitisation engendrée par l'organisation de l'existence, du travail et de la société marchande lui garantit la main mise sur le capital (sous toutes ses formes), et assure ainsi la pérennité de sa domination sociale. Les plus riches développent une véritable conscience de classe, et sont ainsi fortement mobilisés politiquement, tandis que les plus pauvres sont mis à la marge du savoir et du pouvoir, et relégués aux simples fonctions sociales de travailleur servile et de consommateur docile.

D'autre part, cette abstention, qui l'arrange bien, constitue une nouvelle opportunité de renforcer le contrôle social, et la mise en avant de l'idéologie dominante. « *Si les gens ne votent pas, c'est parce qu'ils ne sont pas assez intégrés, et donc, il faut favoriser l'intégration et promouvoir les valeurs de la République* ». Implicitement cela signifie : « *ils échappent de plus en plus à notre contrôle et finiront par devenir dangereux pour nous, il est ainsi nécessaire de leur mettre davantage dans le crâne notre idéologie, afin qu'ils ne se révoltent jamais, qu'ils culpabilisent de ne pas avoir réussi dans une société qui (ne) garantit (absolument pas) l'égalité des chances.* »

Mais ce fort taux d'abstention tient également au déroulement de la campagne : Affiches et programmes qui arrivent à la dernière minute, pas le temps de réfléchir, d'en

discuter, de se faire un avis. Quelle différence entre NPA et Front de Gauche, entre les deux listes écologistes, entre Le Pen, Devilliers et Dupont Aignan. Beaucoup de votes au pif, de décisions prises au hasard dans l'isolement. Voilà qui remet sévèrement en cause le sérieux des votes, et la crédibilité de cette représentativité.

2/ Cette élection constitue bien plus la victoire des machines à fric.

Il n'y a pour cela qu'à regarder l'ordre du classement :

La droite « libérale » se retrouve bien évidemment majoritaire, puis vient la gauche molle, les écologistes, les nationalistes conservateurs, puis la gauche radicale. Cette élection reflète davantage la taille du porte-monnaie des différents partis que l'expression d'une position et d'une réflexion construite de manière personnelle et autonome. Cette élection n'est que le reflet de la puissance numérique et financière des grosses machineries politiques, relative à leur capacité de mobilisation partisane et d'endoctrinement.

Les « partis populaires », dont l'UMP, jubilent et déduisent des conclusions complètement hypocrites de leur victoire. Ils font comme si l'ensemble de la population avait participé à l'élection et en déduisent une adhésion forte à leur orientation politique. Derrière leur ironie mensongère se dissimule, comme précisé précédemment, un message qu'ils n'ignorent pas : la perte de crédit de la démocratie représentative libérale bourgeoise. Mais l'ironie est le fort de ces partis de droite. Leur appellation est en elle-même une véritable moquerie : « partis populaires » : comme si ces partis favorisant ouvertement les riches représentaient avec leurs 20% de 40% le « peuple ». Bref ils construisent leur Europe Capitaliste avec une infime minorité de la population, celle qui la dirige effectivement. Il n'est point question de confiance dans une politique efficace à pallier la crise, simplement d'une classe continuellement consciente de ses intérêts et mobilisée pour les garantir, disposant de tous les outils financiers, de communication, de coercition et de manipulation pour garantir sa victoire.

Le PS ne cesse de produire des analyses bidons de sa défaite, mais ne s'interroge pas sur les points essentiels : le tournant social libéral, une opposition peu flagrante aux réformes en cours, voir un soutien à la politique de la droite, le passage de nombreux cadres à l'UMP, au gouvernement Sarkozy, et de l'autre côté, un opportunisme politique avéré que ce soit en ce qui concerne son durcissement à gauche auquel personne ne croit plus désormais, ou son activité de terrain qui se limite à une présence massive à banderole déployée dans les cortèges des manifestations, bien qu'ils soient totalement absents des mouvements sociaux, sont autant de symptômes de sa déconfiture, de son manque de crédibilité.

Les écologistes, avec à leur tête Danny le Rouge, l'ex-leader 68ard opportuniste, adepte du libéralisme existentiel et du libertarisme réformiste, qui depuis des années a retourné sa veste et s'est mis au vert, qui a déclaré que l'écologie avait fait beaucoup plus de progrès sous le gouvernement Sarkozy que sous n'importe quel gouvernement de gauche. Requérant une adhésion toujours assez faible au niveau national, il semble que les partis écologistes recueillent un nombre de voix plus importantes au niveau transnational. En effet, le cadre de l'Europe semble plus adapté à une mise en œuvre de mesures écologiques, qui ne peuvent se faire réellement qu'à échelles globales. Les écologistes cherchent ainsi à récupérer une partie de l'électorat PS, les bobos radicalo-sceptiques conscients qu'il est nécessaire de changer l'orientation de cette société, mais désirant un changement pacifique et concerté entre les classes sociales antagonistes.

Le Front de Gauche, c'est-à-dire le PCF et le Parti de Gauche. Une campagne importante et bien menée en terme de visibilité, de nombreuses affiches et flyers collés quelques mois avant les européennes, voilà de quoi incruster le Front de Gauche dans les esprits. Outre les fidèles du PCF qui constituent un électorat à peu près stable, le Front de Gauche bénéficie dans son résultat de l'apport du PG, parti de racollage actifs des déçus du PS. Dans un contexte d'élargissement constant des inégalités sociales, où la partie faible de ce que l'on appelle « la classe moyenne » ne cesse de constater son déclassement, sans pour autant prendre la mesure de la situation, le PG maintient l'illusion d'un changement pacifique par la réforme, et attire les déçus du PS, naïfs adeptes de l'assistanat politique, jugeant le NPA trop radical, et incompetent à gouverner. Le PG joue ainsi sur l'immaturation politique de la population (immaturation construite par l'organisation quotidienne de l'existence et de la société marchande) pour creuser son espace politique propre, apportant une touche de modernisme à un PCF devenu ringard aujourd'hui. Le Front de Gauche ne se démarque ainsi pas du dirigisme républicain caractéristique de la longue tradition des partis socialistes bureaucratiques et autoritaires.

Du stalinisme au citoyennisme, il n'y a qu'un pas. Le PCF n'a jamais cessé d'être un parti de cadres bureaucrates visant à devenir le monarque à la place du monarque. Malgré son tournant opportuniste face au déclin du bloc de l'est, il continue sa déconfiture, et ne cesse de plonger, malgré un racolage actif de la jeunesse par des militants entristés à l'UNEF, pseudo progressistes, magouilleurs, hypocrites, aux forts relents conservateurs, mais heureusement pas très intelligents.

Le Parti de Gauche de Mélenchon ? Que dire d'un parti fondé en un mois, et composé exclusivement de bureaucrates et d'apprentis bureaucrates issues de classes moyennes et supérieures, hypocritement philanthropes. Fondé à la va vite par ses cadres, ce parti laisse présager immédiatement ses bases technocratiques et autoritaires. Tout vient du haut, la base exécute, point. Heureusement, les militants de base ne sont pas non plus très intelligents. Il s'agit là de bases extrêmement malsaines pour un projet qui se veut socialiste et démocratique. On comprend à travers cet élitisme para-gestionnaire de l'ordre établi pourquoi le NPA refusa toute alliance avec genre d'énergumènes.

Le NPA, très présent sur le terrain et à la TV, est certainement encore un parti trop jeune pour prétendre à mieux. Trop imprégné des réflexes de la LCR, le NPA éprouve des difficultés à s'émanciper du trotskisme pur, de la politique classique, et du spectacle médiatique. Piégé entre le radicalisme souhaité surtout à sa base et son intégration à l'arène de la démocratie institutionnelle, le NPA se retrouve souvent dans une situation délicate. Il gagne la crédibilité des uns en perdant celle des autres. Cette difficulté de choix, cette hésitation entre le radicalisme et la démagogie populiste constitue la base instable sur laquelle s'est lancée un NPA qui gagne progressivement en nombre, mais qui risque au tournant la crise interne : de scissionner ou de se dissoudre dans des forces politiques limitrophes, à sa gauche comme à sa droite. Ayant quelque peu mûri en ce qui concerne les questions environnementales et le contrôle social, le NPA reste malgré tout parfois 60 ans à la traîne sur la critique radicale du capitalisme, se limitant trop souvent à ses seuls aspects socioéconomiques. Le NPA ne parvient toujours pas à se sortir du Mythe du Sauveur issu de la métaphysique judéo-chrétienne, aussi parient ils beaucoup trop sur Jésus Besancenot pour apporter la bonne parole partout où il passe, que ce soit à la sortie de l'usine Renault ou chez Drucker. Le problème de la stratégie électorale est alors le suivant : très présent sur le terrain, travail dont on ne peut que les féliciter, les militants de base sont inconnus hors de leur ville. Or la reconnaissance faciale est un aspect important en matière de crédit de confiance. Le problème qui s'est alors posé est que l'on ne connaît quasiment pas les têtes de listes NPA, ce

qui amoindrit potentiellement leur score électoral. Dommage, en effet, si le NPA disposait de plus de puissance, il serait à même, à défaut de réformer l'Europe, de saboter le parlement, de bloquer un maximum les avancées du libéralisme économique et du conservatisme sécuritaire.

Le FN, pour finir, conserve une certaine stabilité électorale, voire monte quelque peu en puissance du fait du contexte de crise et des relents nationalistes qui se manifestent face à la concurrence internationale accrue. Récemment plus visibles, les fascistes repointent le bout de leur nez, collent en ville et en campagne, tabassent étrangers et gauchistes. Une ligne politique qui ne mise surtout pas sur l'intelligence, mais au contraire instrumentalise l'inculture. Tentant de réanimer la flamme de l'identité nationale dans une société sans cohérence, où il y a clairement plus de différence en terme de mode de vie entre le pauvre et le riche qu'entre le français et le maghrébin, le FN parie sur l'affectif, la colère, se donne une image de protestataire, et opère un transfert de l'affect brut, en rationalisant celui-ci dans le sens de son idéologie. Il tente de faire revivre un mythe balayé par plus d'un siècle d'avancées scientifiques et philosophiques, et s'appuie logiquement sur les différences sociales construites par l'organisation de la société en classes, dans laquelle la classe dominante s'octroie le monopole de la connaissance et de la production intellectuelle au détriment des plus pauvres. Il est évident, comme le soulignent leurs théoriciens de référence (par exemple Carl Schmitt), que la construction et la désignation de l'Ennemi constitue le monopole de l'Etat, qui en contexte de crise, se reporte sur des minorités, boucs émissaires désignés pour canaliser la haine, la détourner des responsables politiques et la transférer sur ces premiers afin de garantir la cohésion nationale, mais pas de résoudre la crise. L'extrême droite joue sur l'isolement, l'affaiblissement individuel, la peur et le désir de protection, de sécurité pour mettre en place un ordre social qui ne résout ni la peur, ni la misère, ni l'isolement, met tout le monde sous soupçon, et donc ne sécurise pas. Leur force réside bien plus dans un travail de longue haleine de manipulation affective, de pénétrance idéologique des consciences individuelles et d'influence diffuse sur les orientations du système politique, vers plus de morale, de contrôle et de sécurité.

L'Extrême Gauche détruit-elle l'Université ?

Selon une affiche de l'UNI régulièrement collée sur les murs des campus, il paraîtrait que l'Extrême Gauche détruit l'Université. C'est pour répondre à cette déclaration fallacieuse que nous avons décidé de rédiger cet article. En effet, il nous paraît évident qu'affirmer que l'Extrême Gauche détruit la Fac relève soit de la bêtise, de l'insuffisance intellectuelle, de l'inculture et de la déficience mentale de l'UNI en terme d'analyse et de réflexion sur l'humain et les processus sociaux, soit de la mauvaise fois partisane, caractéristique des pseudo idéologues de ce syndicat étudiant acoquiné aux jeunesses de l'UMP. Dans tout les cas, cette propagande idéologique, qu'elle soit directement manipulatrice, ou qu'elle soit le reflet d'une représentation du monde erronée car trop autocentrée, constitue un moyen de détourner l'attention qui pourrait être portée sur les acteurs et aux processus réels qui détruisent véritablement l'Université.

Dans un premier temps, il convient de s'entendre sur ce qu'est fondamentalement l'Université, sur le rôle et la fonction inhérente à cette institution vis-à-vis de la société. A la base, l'Université est une institution dont le but est essentiellement scientifique. C'est un centre de production de connaissances, de recherches et de découvertes, sans autre motif ni fonction que l'exploration des mécanismes de la nature, de la vie, de l'humain et de la société. L'Université en tant que telle doit disposer d'un statut d'indépendance intellectuelle totale envers tout élément pouvant parasiter la production d'une connaissance véritable. C'est à dire qu'elle ne doit être soumise à aucune contrainte extra-scientifique, qu'elle soit économique ou idéologique. Ensuite, la connaissance produite au sein de l'Université entre en interaction avec le reste du corps social. De ce fait, elle peut entraîner un ensemble de transformations sociétales sur le plan technique, culturel, social, économique, ou politique. A partir de cette réflexion, deux positions peuvent alors être identifiées. La première consiste à concevoir l'Université comme une institution chargée de répondre aux besoins de la société à travers l'accompagnement du développement du système en place. L'Université constitue ici une instance de professionnalisation, en charge de la formation de spécialistes pour répondre aux besoins sociaux de renouvellement professionnel. Dit autrement, c'est une usine à cadres au service d'un appareil technobureaucratique, dont la fonction consiste dans la reproduction de l'ordre social établi. C'est, à peu de choses près, la conception qu'a l'UNI de l'Université. La seconde position considère l'Université comme une institution qui a pour but de développer une connaissance vraie. Cet impératif suppose par conséquent, comme il a été précédemment expliqué, une indépendance totale de la recherche et de l'enseignement.

Depuis plus de 30 ans, les gouvernements s'acharnent inlassablement à détruire ce statut d'indépendance intellectuelle de l'Université, en la subordonnant de plus en plus aux contraintes de l'économie de marché. Les prétextes que l'Etat avance pour justifier sa politique sont en général un ensemble d'arguments pompeux tels que: le déficit budgétaire, la récession économique, la crise, la réalité du marché. Or, quand on réfléchit sur les dépenses étatiques en ce qui concerne, par exemple, la multiplication des dispositifs de polices, de répression et de surveillance généralisée, on comprend qu'il ne s'agit pas tant d'un déficit mais bien plus de priorités d'ordres politiques. La récession ou la crise ne sont utilisées qu'à titre de prétextes, pour appuyer une politique de crétinisation et de répression. Loin de contribuer à la mise en place d'un réel statut d'autonomie, ces réformes marquent de plus en plus la soumission du savant au politique, de la connaissance à l'idéologie. Il n'est ainsi pas anodin de constater l'activité de tendances politiques subversives, opposées à l'idéologie des groupes sociopolitiques dominants, lorsque ceux-ci tentent de s'approprier le monopole de la

production du « savoir légitime ». Ces mouvements tentent de défendre une dimension éminemment critique de la connaissance Universitaire contre son asservissement au projet de société défini par l'élite dominante. La subordination de l'Université à l'idéologie politique de la domination et à l'économie de marché est directement génératrice de formes de résistances, et entraîne de manière logique le réveil des tendances politiques antagonistes à l'ordre établi. A la fin des années 60, Herbert Marcuse soutenait déjà ce propos :

« Ce qui apparaît aujourd'hui comme une « politisation » externe de l'Université par des éléments radicaux relève, en réalité – comme si souvent dans le passé – de la dynamique interne, « logique », de l'enseignement : la connaissance se traduit en réalités, les valeurs humanistes en conditions humaines d'existence. (...) Par le refus de la liberté d'action politique à l'Université, on perpétue la coupure entre raison théorique et raison pratique, on restreint l'efficacité et le champ d'action de l'intelligence. »

Herbert Marcuse, *Vers la Libération*, 1969

Par conséquent, la destruction de l'Université ne peut être le fait de groupes subversifs tentant de sauvegarder, et désirant diffuser plus largement, la connaissance critique produite en son sein depuis plusieurs siècles déjà. Ces groupes ont en effet tout intérêt à ce que le savoir critique continue d'être transmis, afin d'assurer la reproduction sociale d'intellectuels critiques, plus enclins à la défense et la justification rationnelle de leur orientation politique. Cette destruction ne peut alors qu'être le fait d'acteurs sociaux pour lesquels la production d'un savoir véritable, c'est-à-dire critique, constitue une nuisance, un danger, parce qu'elle contient en son sein le potentiel d'anéantissement de leur monopole idéologique, de leur emprise sur le corps social. En effet, la connaissance critique fournit à ceux qui l'acquièrent l'intelligence de se défaire des perceptions réifiées, des réminiscences obscurantistes du discours dominant, afin de concevoir à la fois la possibilité de l'altérité, et la contingence de la réalité présente.

Pour conclure, ce que l'UNI entend par « l'Extrême Gauche détruit l'Université » signifie résistance de l'extrême gauche au processus de subordination de l'Université à l'économie de marché. C'est-à-dire que l'extrême gauche lutte en quelque sorte pour que l'Université remplisse sa mission de productrice de savoir véritable, objectif et critique, qui devient de moins en moins effective, du fait de la subordination idéologique à la fois externe, c'est à dire la relation clientéliste, et interne, du fait des facteurs sociaux, économiques et culturels inhérents aux processus de sélection au sein du corps enseignant. En effet, l'Université, malgré une période de « démocratisation » durant les 30 glorieuses, permettant l'accès aux enfants des classes ouvrières aux études supérieures, a toujours été une institution qui, sur le plan socioéconomique, était réservé aux enfants des classes supérieures, du fait, d'une part, de la nécessité de financement des études nécessitant un certain capital financier, et d'autre part, de la proximité socioculturelle de l'institution avec les milieux sociaux aisés. De ce fait, l'effet du processus de « démocratisation » ne fut que limité, les étudiants de milieux modestes, même s'ils disposaient de bourses d'études, se voyant bien souvent dans la nécessité de travailler en parallèle, surtout dans le cadre d'études à long terme, pour s'autofinancer. De plus, moins bien dotés en capital culturel, ils partent à la base avec différence qualitative au niveau de l'éducation, qui ne favorise pas leur réussite face aux enfants de milieux aisés. Les réformes de l'Université s'insèrent alors, non dans une logique progressiste en terme d'égalité, mais dans une logique de reproduction socioéconomique des élites intellectuelles, techniques et politiques. Elles visent ainsi, que ce soit par le durcissement des processus de reproduction de classe sociale à l'Université, ou par la

subordination clientéliste, à garantir le monopole idéologique des classes dominantes en ce qui concerne la production d'un savoir « légitime » à caractère unidimensionnel. Elles signent ainsi la renonciation officieuse de l'Université à toute prétention de vérité, bien que les élites des groupes dominantes prétendent la garantir officiellement, afin de maintenir une forme de contrôle idéologique sur les groupes dominés. Si cela advient, l'Université aura trahi ses objectifs fondamentaux, à savoir, produire une connaissance critique véritable, et constituera alors définitivement, en tant qu'instance de légitimation de l'ordre établi, un dispositif et de contrôle social et de répression de l'intelligence. A ce moment là, effectivement, l'Extrême Gauche se devra de détruire l'université. Si tant est que l'on puisse encore l'appeler ainsi.